



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/40/PV.89
26 novembre 1985

FRANCAIS

Quarantième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA QUATRE-VINGT-NEUVIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le vendredi 22 novembre 1985, à 15 heures

Président : M. de PINIES (Espagne)
puis : Mme CASTRO de BARISH (Costa Rica)
(Vice-Président)

La situation en Amérique centrale : menaces contre la paix et la sécurité internationales et initiatives de paix [21] (suite)

Organisation des travaux

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 15 h 30.

POINT 21 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

LA SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE : MENACES CONTRE LA PAIX ET LA SECURITE INTERNATIONALES ET INITIATIVES DE PAIX (A/40/737)

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je rappelle aux membres de l'Assemblée que, conformément à la décision prise à la séance de ce matin, la liste des orateurs pour le débat sur cette question sera close à 17 heures.

M. PHILIPPE (Luxembourg) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de la Communauté européenne et de ses Etats membres, ainsi que de l'Espagne et du Portugal.

L'évolution de la situation en Amérique centrale continue à nous inspirer de sérieuses préoccupations. L'aggravation des conflits depuis un an dans une région avec laquelle nous partageons de nombreuses traditions historiques et culturelles, non seulement cause aux populations victimes de la violence des souffrances et des pertes matérielles inadmissibles, mais comporte en outre de sérieux risques d'escalade et d'extension.

Nous demeurons persuadés que la crise en Amérique centrale ne peut trouver d'issue valable par le recours à la force, mais uniquement grâce à un règlement amiable reposant, comme le veut la Charte des Nations Unies, sur le respect de la souveraineté et de l'indépendance nationales, l'intégrité territoriale et l'inviolabilité des frontières, ainsi que sur la non-ingérence d'un pays dans les affaires d'un autre, l'absence de tout recours à la menace ou à l'emploi de la force et, de manière plus générale, l'absence de toute intervention de forces étrangères à la région.

Ces principes sont étroitement liés aux idéaux et aux valeurs de la démocratie pluraliste qui sont les nôtres et pour lesquelles la participation de tous les courants politiques et la tenue périodique d'élections libres, ainsi que la garantie des droits de l'homme et des libertés fondamentales, forment des composantes essentielles. Il importe donc d'encourager par tous les moyens disponibles le respect de l'intégrité de la personne, la liberté de la presse, la liberté syndicale et la liberté religieuse, telles qu'on les trouve consacrées par les pactes internationaux et la Déclaration universelle des droits de l'homme. La pleine réussite de cette entreprise sera assurée par l'engagement d'un dialogue à

M. Philippe (Luxembourg)

l'échelle nationale visant à mettre un terme à la violence et à l'instabilité pour ouvrir dans chacun des pays concernés la voie à la réconciliation nationale, dans le cadre d'institutions politiques et sociales, pluralistes et démocratiques.

L'origine de l'instabilité en Amérique centrale est de nature complexe. Elle provient, dans une large mesure, de l'injustice des structures socio-économiques et politiques internes, de sorte que la solution des problèmes est, comme le rappelle le Secrétaire général dans son rapport introductif à notre débat, d'abord fonction de la volonté politique des gouvernements de consolider leurs institutions étatiques et de porter remède aux causes profondes des difficultés d'ordre économique et social existantes.

La Communauté européenne et ses Etats membres, l'Espagne et le Portugal, sont désireux de les aider autant que possible à corriger les causes de cette instabilité et à préparer les conditions d'un avenir meilleur grâce au développement économique et à la justice sociale, ainsi qu'au rétablissement de la paix et à la sauvegarde de la démocratie.

Pour cette raison nous avons, dès le début accordé spontanément notre appui à la démarche pertinente entreprise, il y a deux ans, et poursuivie depuis lors avec persévérance par les quatre pays du Groupe de Contadora en vue d'établir une structure solide sur laquelle édifier la paix en Amérique centrale.

Cette initiative jette les bases d'une solution pacifique globale émanant de la région elle-même, négociée et librement acceptée. Elle est de nature à rétablir un climat de confiance, celle-ci constituant une prémissse indispensable à la reprise du dialogue et de la coopération entre toutes les parties intéressées.

Dans le but d'étudier les moyens d'encourager de façon tangible la réalisation des objectifs politiques, économiques et sociaux auxquels les pays d'Amérique centrale ont souscrit, le 9 septembre 1983, dans le document des objectifs de Contadora, une réunion des ministres des affaires étrangères s'est tenue à San José, au Costa Rica, les 28 et 29 septembre 1984, entre la Communauté européenne et ses Etats membres, l'Espagne et le Portugal, d'une part, les Etats d'Amérique centrale et ceux du Groupe de Contadora, de l'autre. Cette rencontre, qualifiée de part et d'autre d'historique, jeta par le dialogue politique et la coopération économique, les bases d'une nouvelle structure des relations entre la Communauté européenne et l'Amérique centrale.

M. Philippe (Luxembourg)

Encouragés par l'écho international favorable que trouva cette initiative, les participants comptent lui donner un caractère permanent afin de contribuer à la promotion de la confiance à l'intérieur de l'Amérique centrale ainsi qu'entre la Communauté européenne, d'une part, et l'Amérique centrale, de l'autre, avec pour objectif ultérieur de faciliter à la fois l'élargissement et l'approfondissement progressifs de cette coopération.

Nous nous félicitons que, cet été, quatre pays démocratiques d'Amérique latine - l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay - se soient solidarisés formellement avec l'œuvre de réconciliation des quatre pays médiateurs et lui aient apporté un soutien actif. Il faut souhaiter que l'acte de paix et de coopération révisé aboutisse dans les délais prévus par ses auteurs à un accord définitif permettant de dégager une solution pacifique et globale, assortie de mécanismes d'exécution et de suivi efficaces et adéquats.

M. Philippe (Luxembourg)

Une tel système de sécurité régionale fiable, établi conformément au droit international, devrait freiner la course aux armements sous toutes ses formes, mettre en place des moyens de contrôle et de réduction des armements et des effectifs militaires, éliminer la présence des troupes étrangères et empêcher les actes d'intimidation et de déstabilisation ainsi que le terrorisme, la subversion et le sabotage.

En attendant, nous sommes convaincus qu'il est nécessaire que les pays intéressés s'abstiennent de toute action risquant de porter préjudice au processus en cours, qu'ils contribuent activement à une réduction des tensions et qu'ils s'efforcent d'amorcer des solutions adéquates aux contentieux existants.

Les Etats membres de la Communauté européenne, l'Espagne et le Portugal ainsi que les Etats d'Amérique centrale et ceux du Groupe de Contadora viennent de tenir, au niveau des ministres des affaires étrangères, les 11 et 12 novembre 1985 à Luxembourg, une seconde Conférence destinée à poursuivre et à développer le dialogue politique et la coopération économique entamés l'année dernière, suivant les principes énoncés dans la Déclaration de San José du 29 septembre 1984.

Les participants à la Conférence de Luxembourg ont souligné l'importance d'une poursuite des négociations en cours dans un esprit constructif sur la base du projet d'accord de paix et de coopération en Amérique centrale du 12 septembre 1985. Ils ont encouragé à nouveau le Groupe de contadora à persister dans la mise au point finale d'une solution pacifique en Amérique centrale. Après que ces négociations auront été menées à bonne fin, il s'agira d'entamer les procédures constitutionnelles nécessaires à l'entrée en vigueur sans délai de l'Acte de Contadora.

Les pays de la Communauté européenne, l'Espagne et le Portugal réitèrent leur volonté d'offrir leur appui, dans la mesure de leurs possibilités et si on leur en fait la demande, à l'action des Etats auxquels incombe l'application des termes de l'Acte de Contadora pour la paix et la coopération. Ils pourraient notamment contribuer aux mécanismes d'exécution et de suivi.

On a procédé à Luxembourg à la signature d'un accord-cadre de coopération interrégionale entre les Etats parties au Traité général de l'intégration économique centre-américaine et Panama, d'une part, la Communauté économique européenne d'autre part. Moyennant la mise en œuvre d'une coopération étroite et

M. Philippe (Luxembourg)

institutionnalisée, cet accord est appelé à renforcer l'intégration économique de la région centre-américaine et à soutenir son développement économique ainsi que le progrès social au bénéfice d'une plus grande stabilité politique.

La Communauté européenne, l'Espagne et le Portugal comptent accorder une assistance aux projets de portée régionale sur la base des priorités et des objectifs de la région, identifiés de commun accord.

Nous espérons apporter ainsi une contribution constructive et efficace aux efforts de ceux qui cherchent à dénouer pacifiquement les difficultés dans l'une des zones conflictuelles les plus sensibles de la planète afin d'y substituer le dialogue à la confrontation et de faire en sorte que la négociation y mène à une paix durable, fondée sur la liberté, la justice et le progrès.

M. ORAMAS-OLIVA (Cuba) (interprétation de l'espagnol) : La paix pour l'Amérique centrale et en Amérique centrale a été réclamée par de nombreux orateurs pendant le débat de la présente session, qui ont ainsi reflété l'opinion des peuples, des gouvernements et de tant d'organisations et d'institutions déjà exprimée à maintes reprises.

La paix pour l'Amérique centrale n'interviendra qu'avec l'arrêt de l'ingérence des Etats-Unis qui violent de manière flagrante tous les principes du droit international de même que les engagements qu'ils ont pris en devenant partie à certains instruments juridiques et qui se livrent à une agression militaire contre le Nicaragua en armant, en appuyant et en conseillant les "contras", qui ne sont que des forces mercenaires au service des intérêts nord-américains.

La paix en Amérique centrale, cela signifie promouvoir le développement économique et social qui rende la stabilité à des millions d'êtres humains qui cherchent désespérément à jouir de leur droit à la vie, à l'éducation, à la santé et au pain.

Quel droit ont les Etats-Unis d'envisager une aide, avouée ou clandestine, à des contre-révolutionnaires nicaraguayens qui provoquent la mort de milliers d'enfants, de femmes et de vieillards, de paysans, de travailleurs et d'étudiants et qui détruisent des biens matériels, des écoles et des hôpitaux? Pourquoi les Etats-Unis ont-ils peur d'accepter la paix avec le Nicaragua et de relever le défi : consacrer toute son énergie à son développement économique et social?

Tout cela ne serait-il pas un prétexte pour concentrer à titre permanent dans la région d'importantes unités navales et aériennes?

M. Oramas-Oliva (Cuba)

Mais ce ne sont pas les balles et le son du canon qui feront taire le volcan des aspirations des peuples à la justice, à la paix et à la liberté sur notre terre d'Amérique.

La région de l'Amérique latine et des Caraïbes est une des régions du monde qui a toujours le plus souffert des actes d'agression des puissances coloniales et impérialistes.

Les ministres des relations extérieures des pays non alignés réunis à Luanda se sont déclarés :

"profondément préoccupés par la situation en Amérique centrale qui constitue actuellement l'un des principaux foyers de tension sur le plan international." ajoutant qu'en dépit :

"des appels incessants du Mouvement des pays non alignés et du reste de la communauté internationale ainsi que des efforts du Groupe de contadora pour arriver à un règlement politique négocié, cette situation, en constante détérioration du fait de la politique impérialiste d'ingérence et d'intervention ajoutée à la misère et à la répression dont la région a souffert tout au long de son histoire, constitue une grave menace pour la paix et la sécurité."

M. Oramas-Oliva (Cuba)

Depuis 1984, les pays du Groupe de Contadora recherchent, avec persistance et patience et en surmontant des milliers d'écueils, un règlement pacifique au problème de la région de l'Amérique centrale. Ce groupe a bénéficié et continue de bénéficier de l'appui de mon pays.

Un groupe d'appui, composé de l'Argentine, du Pérou, de l'Uruguay et du Brésil, est venu se joindre à ce groupe initial dans cette recherche de la paix tant souhaitée, prouvant ainsi la profonde préoccupation de tous ceux qui, dans notre région, veulent éviter une catastrophe qui nous vient du Nord rude et brutal qui nous méprise, comme l'a dit le héros national de mon pays, José Martí.

Le Nicaragua a fourni des preuves concrètes de son désir sincère de paix, car c'est lui qui est victime des agressions militaires et qui, par le sang généreux de milliers de ses fils, a payé son droit inaliénable de décider lui-même et pour lui-même de son destin national. L'Accord de Contadora du 7 septembre 1984, malgré quelques-uns de ses aspects difficiles à accepter, a été approuvé par Managua et le président Daniel Ortega a déclaré qu'il était prêt à le signer. Washington a considéré que c'était là de la démagogie, car en réalité il n'avait aucune raison de refuser de signer cet accord de paix et il voulait maintenir l'impassé de façon à poursuivre la sale guerre qu'il livre au Nicaragua.

Le Groupe de Contadora poursuit aujourd'hui ses efforts pour unir les volontés et aboutir à la rédaction d'un document qui puisse être une garantie pour tous. Mais pour qu'il soit une véritable garantie pour tous, ce texte doit contenir les éléments nécessaires pour sauvegarder la paix et la sécurité du Nicaragua, victime de l'agression, comme l'a expliqué récemment le président Daniel Ortega. La réalité est qu'il n'y aura pas de paix en Amérique centrale tant que les Etats-Unis n'auront pas fait preuve de la volonté politique d'aboutir à un véritable accord.

Il y a quelques jours à peine, à cette même tribune, le Président du Nicaragua, Daniel Ortega, a lancé un appel constructif au Président des Etats-Unis en vue de reprendre le dialogue bilatéral, car le noeud gordien de ce conflit régional réside dans l'attitude des dirigeants de Washington qui ne veulent pas reconnaître le droit du peuple nicaraguayen d'agir à l'intérieur de son territoire comme il l'entend. Le silence fut la seule réponse à l'offre du président Ortega. Le fort, le puissant s'est révélé faible et, dans ce cas particulier, le dialogue direct avec un pays qui lui a tendu la main, non avec un fusil mais avec un rameau d'olivier, l'effraie.

M. Oramas-Oliva (Cuba)

En cette quarantième session, 108 des 137 orateurs ont consacré une bonne partie de leurs interventions à l'Amérique centrale. Cela ne révèle-t-il pas la profonde inquiétude que nous ressentons tous face à la persistance d'une situation explosive qui pourrait nous conduire à un affrontement armé très grave? Il suffit d'analyser ces interventions et les autorités de Washington pourraient ainsi vérifier que leurs principaux alliés ont, ici, réclamé la paix et que nous désirons tous la paix.

Pourquoi les Etats-unis ne se montrent-ils pas à la hauteur de leur puissance économique, militaire, technique et humaine et pourquoi, au cours de ce débat, ne s'engagent-ils pas à cesser d'apporter toute aide aux assassins contre-révolutionnaires au Nicaragua, à reprendre le dialogue de Manzanillo et à appuyer résolument les pays du Groupe de Contadora, de façon à pacifier la région et promouvoir le développement de nos peuples? Pourquoi les Etats-Unis ne suivent-ils pas l'exemple louable de la Communauté économique européenne, qui a annoncé un accord avec les pays d'Amérique centrale?

Les efforts déployés en faveur de la paix dans la région exigent également que l'Assemblée générale réitère l'appel lancé au Gouvernement d'El Salvador, au Front Farabundo Martí pour la libération nationale et au Front démocratique révolutionnaire, pour que les entretiens de paix reprennent le plus tôt possible. Il faut demander à tous les Etats de s'abstenir d'intervenir dans la situation interne d'El Salvador et, au lieu de fournir des armes ou tout autre type d'aide militaire, il faut stimuler la reprise d'un dialogue que nous souhaitons tous parce qu'il conduira à la paix. La paix ne peut se concevoir pour un seul pays mais pour tous et la stabilité de la région passe également par le règlement négocié du conflit salvadorien.

On critique le Nicaragua parce qu'il a proclamé un état d'urgence; mais on ne parle pas des causes qui l'ont provoqué, à savoir la main de la CIA qui cherche à déstabiliser le Gouvernement sandiniste, comme l'a déclaré devant la Cour internationale de Justice l'ex-agent de la CIA Edgar Chamorro. Qu'attendent-ils? Que la révolution et le peuple nicaraguayen ne se défendent pas et disent "Oui, oncle Sam"? Une révolution comme la révolution sandiniste, qui se respecte, ne se rendra jamais et saura défendre des griffes et des dents sa liberté. Pourquoi tant de campagnes hypocrites et perverses contre le peuple nicaraguayen? Pourquoi

M. Oramas-Oliva (Cuba)

procède-t-on à un blocus économique et commercial, alors que les racistes de Pretoria ont assassiné, ces derniers temps, près de mille Noirs sud-africains et que Washington, qui se déclare tellement respectueux des droits de l'homme, empêche que le Conseil de sécurité applique le Chapitre VII de la Charte, comme le désire la communauté internationale? Où est la logique et la conséquence de la politique que Washington affirme suivre?

De cette tribune, Cuba tient une fois de plus à réitérer qu'elle est prête à contribuer à la paix en Amérique centrale, comme l'a déclaré le président Fidel Castro. Cuba respecte et appuiera résolument les dispositions que le peuple nicaraguayen et sa révolution sandiniste accepteront en toute liberté.

M. ARTACHO (Espagne) (interprétation de l'espagnol) : Depuis le début, la crise de l'Amérique centrale préoccupe tout particulièrement le Gouvernement espagnol. La délégation espagnole a d'ailleurs eu l'occasion de manifester ce sentiment au cours du débat sur l'Amérique centrale qui s'est déroulé pendant la dernière session de l'Assemblée générale et au cours de cette quarantième session par la voix du Président du Gouvernement espagnol lui-même.

Aujourd'hui, nous sommes obligés de reconnaître, à regret, que l'évolution de la situation en Amérique centrale au cours des 12 derniers mois n'a pas, dans l'ensemble, été positive. Nous avons pu voir que les problèmes sous-jacents à la crise de la région continuent d'exister et, dans certains cas, se sont même avivés. L'économie centraméricaine continue de subir les séquelles de la crise, qui est d'ailleurs exacerbée par le fait que l'on affecte des ressources massives à des tâches non productives, ce qui aggrave encore les problèmes structurels de la région. La situation politique a évolué de façon inégale. Tandis que dans certains pays, l'on a mis en train un processus de démocratisation, dans d'autres des processus de réconciliation nationale ont été interrompus. Alors que le dialogue et la négociation se poursuivaient entre les pays de la région, la politique de harcèlement s'est poursuivie et, à certains moments, est allée jusqu'à mettre en danger le climat de confiance nécessaire au progrès des négociations.

C'est sur cette toile de fond de détérioration économique profonde et de difficultés politiques très graves que le Groupe de Contadora et ses démarches prennent une importance particulière; une fois de plus, l'Espagne tient à lui rendre un hommage admiratif et reconnaissant. Après avoir surmonté les tragédies qui ont frappé récemment deux de ses membres, les quatre pays du Groupe de Contadora ont poursuivi leurs efforts pour aboutir à une solution globale, pacifique, négociée et régionale de la crise centraméricaine. Ces efforts ont eu pour résultat l'élaboration du projet final de l'Accord de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique centrale, qui a été remis aux pays de la région en septembre dernier et qui fait actuellement l'objet de négociations intensives. La délégation espagnole accorde une grande importance à la fixation d'un délai pour la conclusion de ces négociations, car cela refléterait la conviction générale que le moment est venu de prendre les décisions politiques nécessaires pour conclure l'accord de paix.

M. Artacho (Espagne)

L'évolution des événements au cours des 12 derniers mois prouve qu'en Amérique centrale le temps travaille contre la paix. En ce moment crucial, les pays centraméricains doivent assumer leurs responsabilités historiques et fournir un effort supplémentaire de volonté politique pour mettre fin aux souffrances de leurs peuples et transformer cette région en une zone de paix. C'est à eux qu'il revient, en définitive, de jeter les bases de la solution des problèmes auxquels ils sont en butte, sans tomber dans la tentation d'inscrire le conflit centraméricain dans le cadre d'une dialectique globale, à laquelle il est fondamentalement étranger tant par son origine que par son développement.

L'importance de la crise en Amérique centrale dépasse cependant les possibilités de Contadora et la volonté politique des pays centraméricains eux-mêmes car, pour réaliser pleinement leurs objectifs de paix, les négociations actuelles auront besoin du ferme appui de la communauté internationale. Les pays d'Amérique latine n'ont pas manqué ce rendez-vous historique. La solidarité latino-américaine avec le Groupe de Contadora s'est traduite récemment par l'établissement du Groupe d'appui.

Les pays européens ont, eux aussi, apporté leur appui sans réserve au processus de paix régional. La Conférence qui s'est récemment tenue au Luxembourg et à laquelle l'ambassadeur du Luxembourg vient de se référer au nom de la Communauté européenne, de l'Espagne et du Portugal, a permis de renforcer le dialogue politique et la coopération économique entre la Communauté européenne et l'Amérique centrale qui avait commencé à San José en 1984.

Pour que l'appui de la communauté internationale soit véritablement efficace, il faut que les pays qui ont des liens et des intérêts dans la région contribuent de façon décidée à encourager les travaux de Contadora, non seulement en s'abstenant d'actes qui pourraient faire obstacle à la réalisation d'un accord de paix, mais aussi en prenant des initiatives concrètes pour le favoriser. C'est pourquoi l'Espagne estime que la reprise du dialogue de Manzanillo et le non-recours à des moyens de coercition dans les relations économiques et commerciales seraient des éléments qui contribueraient aux objectifs en question.

L'Espagne, qui voit avec préoccupation que le temps passe sans que l'on aboutisse à un accord final, réaffirme sa volonté de continuer d'appuyer les efforts actuellement déployés pour surmonter la crise de la région par le dialogue et la négociation.

M. BUI XUAN NHÀT (Viet Nam) (interprétation de l'anglais) : L'Amérique centrale, qui fait partie de l'hémisphère occidental, traverse une période de graves tensions qui s'ajoutent à une sérieuse crise de la dette qui paralyse un certain nombre de pays de la région. Nul n'est naïf au point de croire que cela relève du contexte de la confrontation Est-Ouest. Tout ce qui a été mentionné avec certitude par les orateurs qui m'ont précédé revient à dire que cette situation prend ses racines profondes dans, la crise politique, économique et sociale causée par les forces impérialistes et réactionnaires. Partout dans la région, la pauvreté et les maladies, l'analphabétisme et le chômage sont évidents; autrement dit, cela signifie le malheur et les souffrances pour des centaines de millions de personnes.

M. Bui Xuan Nhat (Viet Nam)

Il faut les surmonter et les éliminer; et c'est exactement ce à quoi ces peuples aspirent : arriver à vivre décemment, contribuer à la prospérité de leur pays. A cette fin, il leur faut la paix et la stabilité; ils ont besoin de temps et d'assistance; avant tout, ils doivent pouvoir faire ce qu'ils estiment être le mieux pour eux-mêmes et ils doivent pouvoir maîtriser leur propre destin.

Mais les forces du mal ne voient pas les choses de cet œil. Elles voudraient continuer à imposer leur volonté à ces peuples. Elles ne peuvent s'adapter à leur nouveau statut d'Etats indépendants et égaux, précisément dans la région qu'elles avaient l'habitude de considérer comme étant leur propre arrière cour. Par le biais de relations économiques inégales, par des pressions sans douceur, elles cherchent à en faire des Etats dépendants faciles à influencer. A chaque fois qu'un pays choisit son propre destin, elles deviennent simplement folles furieuses. Il y a deux ans à peine, la Grenade du premier ministre Morris Bishop en a été victime; aujourd'hui c'est au tour du Nicaragua. Dès l'aube de la révolution sandiniste, ces forces ont adopté une politique hostile à son endroit. Elles ont organisé, formé, équipé et financé les "contras" et les ont utilisés pour mener des actes d'agression, de sabotage et de déstabilisation contre le Nicaragua. Partout dans le monde, les massacres et les enlèvements par les "contras" de Nicaraguayens innocents ont été condamnés de la façon la plus énergique, de même que le minage des ports et le bombardement d'objectifs civils à l'intérieur du Nicaragua.

La guerre secrète contre ce pays est devenue progressivement une guerre au grand jour. La participation de mercenaires a été largement relatée dans les journaux; un embargo commercial a été déclaré. La présence de navires de guerre au large des côtes du Nicaragua est un rappel de la menace constante d'user de la force contre le Nicaragua. Vingt-sept millions de dollars en "aide humanitaire" ont été approuvés. Chacun sait que "l'aide humanitaire", qui doit être remise exclusivement aux "contras" et non à leurs victimes, constitue une aide militaire indirecte. Entre-temps, les forces impérialistes cherchent à semer les germes de la discorde parmi les pays d'Amérique centrale. Des incidents de frontières sont invoqués pour servir leurs objectifs : à un moment ou à un autre, ils peuvent fournir un prétexte pratique justifiant des actes militaires directs contre le Nicaragua. Cela leur convient vraiment bien, car à plusieurs reprises elles ont fait connaître ouvertement leur détermination "d'éliminer le gouvernement sandiniste", de "se débarrasser des sandinistes", par la force si nécessaire.

M. Bui Xuan Nhat (Viet Nam)

Le Nicaragua n'a rien contre ses voisins. Il ne peut non plus être une menace pour personne. Les sources militaires américaines elles-mêmes doivent reconnaître que le Nicaragua n'a pas la capacité nécessaire pour monter une attaque contre ses voisins et que sa capacité défensive a crû en réaction directe aux menaces de la contre-révolution et des Etats-Unis. Dans une étude de février 1985 sur l'Amérique centrale, le Conseil des affaires de l'hémisphère note qu'aucun pays de la région n'est à même de lancer une campagne offensive contre un autre, et qu'aucun d'entre eux ne craint une attaque de la part de ses voisins. L'étude conclut :

"La vérité est que le seul pays de la région qui connaisse la menace d'une invasion par des forces régulières est le Nicaragua, et que le seul pays capable de mettre à exécution une telle menace, ce sont les Etats-Unis."

Telle est la cause profonde de la tension, de l'instabilité et de l'insécurité en Amérique centrale, qu'il s'agisse du Nicaragua, d'El Salvador ou de Porto Rico.

Il n'y aura pas de solution militaire à la crise de la région. Elle ne pourra jamais être résolue par la seule force des armes. Elle devrait être dénouée grâce à une solution globale qui englobe tous ces aspects, politique, économique et social - une solution qui tienne compte des intérêts légitimes de toutes les parties concernées. Une telle solution pourrait être trouvée grâce au processus de Contadora qui a l'appui de nombreux pays, à l'intérieur comme à l'extérieur de la région. Le Gouvernement du Nicaragua a, à maintes reprises, manifesté sa bonne volonté à l'égard d'un règlement pacifique des problèmes régionaux. Il s'est engagé aussi à des pourparlers bilatéraux avec les Etats-Unis à Manzanillo, au Mexique, ayant pour objet de réaliser une percée dans les relations entre les deux pays. Malheureusement, à chaque occasion, ce dernier pays fait deux poids deux mesures. Pour ce qui est des pourparlers bilatéraux, il adopte une attitude arrogante et quelque peu mégalomane en définissant des conditions préalables qui ne sont pas acceptables pour le Nicaragua. Il bloque le processus de Contadora en exigeant de nombreux amendements aux éléments de base de l'Accord, sachant fort bien qu'ils le déformerait certainement. Le motif en est clair. Comme le publiait le Christian Science Monitor dans son numéro du 16 août :

"les Etats-Unis ne veulent aucun accord de paix en Amérique centrale qui n'engloberait pas les objectifs américains de renverser les sandinistes ou de les forcer à partager le pouvoir avec les rebelles qui les combattent maintenant."

Et le New York Times du 27 août 1985 écrivait :

M. Bui Xuan Nhat (Viet Nam)

"Le processus de Contadora sera paralysé, ce qui est précisément ce que veut le gouvernement, car ainsi il serait libre de poursuivre son attitude de confrontation sans s'encombrer d'un accord régional ou de compromis qu'impliquent des négociations."

Les actes sauvages commis par les forces impérialistes et leurs recrues contre le Nicaragua ont été dénoncés par la communauté internationale tout entière; ils sont même critiqués par leurs alliés. Leur politique anachronique de la "canonnière" est extrêmement impopulaire. Le Nicaragua et son peuple ne sont pas seuls; ils ont bénéficié de l'appui sans réserve et de l'assistance efficace de leurs amis. La réunion spéciale et la déclaration de la Conférence de Luanda sur l'Amérique centrale sont la confirmation de la solidarité du Mouvement à l'égard du peuple nicaraguayen et du gouvernement sandiniste.

La délégation de la République socialiste du Viet Nam admire le peuple et le Gouvernement du Nicaragua pour leur ferme détermination de défendre leur révolution et leur pays. Leur lutte est devenue le symbole d'une petite nation qui prend les armes pour lutter pour sa survie contre un ennemi beaucoup plus grand et beaucoup plus puissant, sur les plans économique et militaire. Nous saluons en même temps la bonne volonté et la position de principe du Gouvernement nicaraguayen à l'égard d'une solution négociée aux problèmes régionaux. Nous appuyons entièrement le droit légitime à la légitime défense du peuple du Nicaragua.

Nous appuyons les pays de Contadora et les autres pays qui s'opposent fermement à la menace d'une agression armée contre le Nicaragua et qui cherchent à oeuvrer pour trouver une solution négociée aux différends et aux conflits régionaux.

Nous félicitons le Secrétaire général des Nations Unies pour ses efforts inlassables déployés dans la quête d'une telle solution.

Nous souscrivons également pleinement à la position du Mouvement des non-alignés à l'égard de l'Amérique centrale.

La délégation de la République socialiste du Viet Nam déplore le rejet par les Etats-Unis de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice de La Haye et leur refus de mettre en oeuvre les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. Nous estimons que ce n'est que si les Etats-Unis cessent immédiatement de se mêler des affaires intérieures des pays de la région, qu'une solution pacifique et négociée pourra être trouvée à tous les problèmes de la région.

M. KURODA (Japon) (interprétation de l'anglais) : De l'avis du Japon, la paix et la stabilité en Amérique centrale sont deux sujets qui préoccupent le monde entier. Les événements en Amérique centrale sont lourds de conséquences pour l'Amérique latine dans son ensemble et risquent d'affecter la paix et la stabilité du monde entier.

Le Gouvernement japonais suit par conséquent de très près la situation en Amérique centrale. Un certain nombre d'incidents récents préoccupent particulièrement mon gouvernement. Le 13 septembre, les forces militaires du Nicaragua et du Honduras se sont affrontées le long de leur frontière commune. Après une période relativement calme dans la région frontalière Nicaragua-Costa Rica, le 7 octobre, les deux pays ont à nouveau ouvert le feu. La tension continue de se faire sentir le long des frontières de ces pays.

Il est extrêmement urgent que les tensions existant dans la région se relâchent. Ce n'est pas par un conflit armé que les problèmes de la région pourront être réglés. Mon gouvernement est convaincu que le règlement politique doit provenir des efforts déployés par les pays et des peuples de la région eux-mêmes. En conséquence, le Gouvernement du Japon n'a cessé d'appuyer fermement le Groupe de Contadora, et ce, depuis sa création, en janvier 1983. Lors de nombreuses réunions de haut niveau qui ont eu lieu entre mon pays et les pays du Groupe de Contadora et d'autres pays de l'Amérique centrale au cours de l'année écoulée, mon gouvernement a réaffirmé sa confiance dans les efforts du Groupe. Le Japon espère que, grâce à un appui international plus vaste, comme cela a été démontré avec la création d'un Groupe d'appui de pays d'Amérique du Sud, le Groupe de Contadora réalisera des progrès véritables sur la voie de l'instauration de la paix dans la région.

Mon gouvernement tient à rendre un hommage chaleureux aux pays du Groupe de Contadora et à d'autres pays d'Amérique centrale pour les efforts inlassables qu'ils déploient en vue de trouver une solution au problème au moyen de négociations longues et ardues. Mon gouvernement est fermement convaincu que le processus de Contadora constitue le meilleur moyen de parvenir à la solution politique de la crise qui sévit dans la région.

Le Groupe de Contadora a déjà contribué de manière importante aux efforts réalisés en vue du règlement politique du problème de l'Amérique centrale. Dans

M. Kuroda (Japon)

son document des objectifs, le Groupe développe les principaux objectifs de la négociation politique et, dans l'Accord de Contadora sur la paix et la coopération en Amérique centrale, il jette les bases de l'accord politique envisagé.

Les efforts réalisés par le Groupe de Contadora qui, au cours de l'année écoulée, ont porté essentiellement sur la révision et la mise au point définitive de l'Accord, comprennent les 55 jours qu'a duré la réunion tenue à Panama et qui a pris fin hier, 21 novembre. Comme certains problèmes devaient être résolus pour assurer l'application efficace et sans heurt de l'Accord, mon gouvernement a suivi cette réunion avec un vif intérêt. Je désire remercier le représentant du Mexique d'avoir fourni à l'Assemblée générale ce matin des renseignements à jour sur les négociations.

Mon gouvernement estime que l'Assemblée générale devrait, à l'occasion de sa présente session, renouveler son appui au Groupe de Contadora et éviter tout débat litigieux tant que se poursuivent les efforts du Groupe de Contadora.

Le dialogue entre le gouvernement et le peuple de tout pays doit être encouragé en vue de réduire le malaise politique existant à l'intérieur de ce pays. Le renforcement des principes démocratiques est également un élément essentiel des efforts de Contadora. Le Japon espère donc vivement que les pays d'Amérique centrale eux-mêmes redoubleront d'efforts en faveur de la démocratisation et de la réconciliation nationale. Dans ce contexte, le Japon se félicite vivement de l'élection démocratique qui s'est tenue au Guatemala le 3 novembre.

Tout en appuyant les efforts de la communauté internationale, le Japon oeuvre en faveur de la promotion de la paix et du développement de la région. Le Japon est d'avis que le développement économique et l'amélioration des conditions de vie de ces pays sont essentiels si l'on veut garantir la stabilité de la région.

Je désire saisir cette occasion pour donner l'assurance que le Japon continuera de faire tout son possible pour apporter sa coopération économique et technique à cette effet.

M. FAJARDO-MALDONADO (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) :

Conformément aux résolution 530 (1983) et 562 (1985) du Conseil de sécurité et aux résolutions 38/10 et 39/4 de l'Assemblée générale, un nouveau débat vient de s'ouvrir sur le point intitulé "La situation en Amérique centrale". Nous tenons à remercier le Secrétaire général de son rapport, contenu dans le document A/40/737.

M. Fajardo-Maldonado (Guatemala)

C'est convaincu que seule une solution équitable, globale et négociée et qui soit en même temps le résultat de la volonté des gouvernements centre-américains permettra de mettre fin à la crise régionale, que le Guatemala, préoccupé par la détérioration continue de la situation en Amérique centrale, participe une fois de plus aux travaux de l'Assemblée.

La région d'Amérique centrale souffre d'une crise profonde qui se fait sentir dans tous les domaines et qui est due à divers facteurs, à la fois intérieurs et extérieurs. Jamais auparavant dans l'histoire on n'a vu une telle conjugaison d'éléments adverses aussi nombreux : graves problèmes économiques, sociaux et politiques qui, se traduisant par des tensions et des affrontements, affectent tous les pays d'Amérique centrale et chacun en particulier de la même manière. La paix et la sécurité sont sérieusement menacées par l'aggravation des conflits internes qui provoquent des frictions entre le pays, au risque de déclencher un affrontement généralisé, aux conséquences imprévisibles pour la communauté internationale. Il en résulte qu'il est difficile pour l'Amérique centrale, unie dans l'histoire par un destin commun et par son système économique d'intégration régionale, d'accepter de vivre dans un climat d'incertitude, d'incompréhension et de méfiance.

M. Fajardo-Maldonado (Guatemala)

Cette destinée commune inévitable nous oblige, nous, Centraméricains, d'une part, à recourir à tous les moyens dont nous disposons pour empêcher une escalade militaire et, d'autre part, à user de notre imagination créatrice pour renforcer nos relations traditionnelles de coopération et de compréhension afin de réaliser la réconciliation définitive des pays de l'Isthme.

Le Guatemala accepte, respecte et applique les principes de la Charte des Nations Unies qui orientent et sous-tendent sa politique étrangère. C'est pourquoi nous avons pris une part active à toutes les initiatives de négociation destinées à favoriser l'instauration d'une paix stable et permanente dans la région de l'Amérique centrale. Les Centraméricains ne doivent pas abandonner le dialogue - même s'il s'avère ardu et complexe - pour régler la crise à laquelle ils doivent faire face. Les efforts réalisés avec patience et détermination par le Groupe de Contadora peuvent seuls permettre de parvenir à cette solution globale à laquelle nous aspirons tous.

La réunion de plénipotentiaires, qui a pris fin hier au Panama, constitue une nouvelle étape dans cette importante médiation diplomatique latino-américaine. Ce projet de paix, qui bénéficie du ferme appui de la communauté internationale, nous a permis de maintenir une certaine souplesse et d'atténuer les tensions.

Le Guatemala croit fermement au Groupe de Contadora. Conscient de l'ampleur que pourrait revêtir la crise centraméricaine, Contadora a proposé des formules fondées sur les principes et normes du droit international et a encouragé un dialogue franc et sincère ainsi que le consensus des gouvernements des pays de l'Amérique centrale, en vue de l'adoption du Document d'objectifs qui contient des éléments susceptibles de garantir la paix en Amérique centrale.

La version révisée de cet accord de paix et de coopération en Amérique centrale a été discutée à Panama et a été mise au point en 45 jours comme cela était prévu. Selon nous, ce document, qui a été amélioré grâce aux contributions d'autres gouvernements, pourrait devenir un instrument juridique contraignant. Les Centraméricains et le Groupe de Contadora connaissent la position constante du Guatemala. Ils peuvent être assurés de notre attitude constructive et de notre concours pour permettre aux accords conclus d'entrer en vigueur le plus tôt possible.

De même, le Guatemala a accueilli avec la plus grande satisfaction la nouvelle de la création du Groupe d'appui de Contadora composé de l'Argentine, du Brésil, du Pérou et de l'Uruguay, qui introduit un nouvel élément dynamique dans le processus de négociation.

M. Fajardo-Maldonado (Guatemala)

Nous savons combien il est nécessaire et important de promouvoir un accord définitif et global entre les gouvernements de l'Amérique centrale - de façon à établir les bases d'une coexistence régionale fondée sur le respect mutuel. Cet accord d'ensemble, outre qu'il permettrait de régler les différends d'ordre politique et de sécurité, devrait aussi, fondamentalement, encourager le processus de l'intégration centraméricaine en tant que stratégie destinée à stimuler le développement économique et social de notre peuple, et à renforcer les institutions démocratiques, pluralistes et représentatives nécessaires à une réconciliation nationale.

Le processus démocratique actuellement en cours au Guatemala constitue une étape particulièrement importante pour notre pays puisque le gouvernement civil voit sa tâche facilitée du fait du dialogue politique et de la volonté populaire des Guatémaltèques. Cet événement constitue en soi un élément de stabilité dans la région et son importance a été soulignée par le communiqué commun publié à l'issue de la récente réunion qui s'est tenue au Luxembourg entre les Ministres des affaires étrangères des autres pays centraméricains, le Groupe de Contadora, la Communauté européenne, l'Espagne et le Portugal.

Le Guatemala continue d'affirmer que l'intégration centraméricaine, même dans le contexte des problèmes structurels et conjoncturels de la région, est la stratégie appropriée pour favoriser l'accord, la compréhension et, surtout, le développement conjoint des pays d'Amérique centrale dans le respect mutuel et la reconnaissance des caractéristiques particulières de chacun de ses membres. Nous ne pouvons pas aspirer à l'uniformité. Il nous faut plutôt accepter de reconnaître notre unité dans la diversité.

Nous sommes très heureux de constater que cette position sans équivoque a également été reconnue par la réunion du Luxembourg lors de la signature d'un traité de coopération entre deux régions qui se sont engagées à encourager leurs processus respectifs d'intégration. Le communiqué conjoint des Ministres met l'accent sur le renforcement des institutions centraméricaines communes de façon à stimuler l'intégration économique. Il n'est pas certain que l'on puisse percevoir dès à présent l'importance des conséquences de ces accords; cependant, nous sommes convaincus qu'ils représentent un élément de stabilité supplémentaire pour le développement économique et social en Amérique centrale. En même temps, ces conventions permettent aux Centraméricains de diversifier leurs relations économiques et de stimuler la coordination et l'harmonisation de leurs

M. Fajardo-Maldonado (Guatemala)

relations extérieures. Il est juste de souligner que cette vocation à l'intégration a été et continue d'être le patrimoine de tous les Centraméricains.

Nous tenons à réaffirmer notre volonté de continuer à oeuvrer inlassablement avec les pays du Groupe de Contadora en faveur de la paix et de la concorde dans la région. Nous savons que tout processus de négociation est nécessairement long et difficile et exige patience et ténacité. Nous estimons que le dialogue institue la seule façon d'instaurer la stabilité en Amérique centrale. Si nous voulons parvenir à des solutions durables, nous devons tenir compte des réalités géopolitiques. Il faut que le pragmatisme et l'imagination créatrice l'emportent sur les manoeuvres et la monotonie de la rhétorique idéologique. La récente réunion de haut niveau qui s'est tenue à Genève illustre fort bien ce principe.

Ma délégation considère que la contribution des Nations Unies en Amérique centrale est utile et importante dans la mesure où elle stimule la négociation et le processus de paix dans la région. Le présent débat devrait donc permettre de formuler des recommandations现实的 et constructives qui viendraient compléter les travaux réalisés par le Groupe de Contadora. Il faudrait également que cela contribue à la détente et facilite le mandat du Secrétaire général dans sa recherche de solutions objectives. Toute résolution qui ne prendrait pas en compte ce processus de négociation et les réalités de l'Amérique centrale serait, selon nous, inopportun et illusoire. Il faut, dans cette instance, avoir une attitude responsable.

M. FERM (Suède) (interprétation de l'anglais) : La région de l'Amérique centrale continue de connaître des conflits armés, la subversion, la coercition directe ou indirecte et l'ingérence extérieure. Pendant l'année écoulée, l'agression s'est amplifiée et les menaces se sont accentuées. On continue de dénier les droits civils, politiques et syndicaux dans certaines parties de la région. Mon gouvernement déplore cette situation. La situation dans la région suscite de graves préoccupations.

Ces conflits découlent de l'injustice sociale et économique flagrante existant dans la région. Ses causes s'expliquent par les conditions sociales, économiques et politiques de l'Amérique centrale qui remontent bien avant l'affrontement idéologique et stratégique entre l'Est et l'Ouest.

Mon gouvernement a d'emblée déclaré que les conflits d'Amérique centrale devaient être réglés par des moyens politiques et non par des moyens militaires. L'avenir de l'Amérique centrale doit se bâtir sur la base du développement économique et de la justice sociale. Les peuples d'Amérique centrale doivent pouvoir faire progresser leurs sociétés dans la paix et la liberté. La souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de chaque Etat doivent être scrupuleusement respectées.

Le processus de Contadora en est maintenant à une phase critique. Le Groupe de Contadora a cherché par des moyens pacifiques une solution globale qui s'applique à l'ensemble de la région. Ce processus est un véritable effort latino-américain destiné à favoriser la paix et la coopération dans la région. Pour créer un climat propice à ce processus, il est impérieux d'assurer la démilitarisation de la région. L'objectif du désarmement est également compris dans les principes fondamentaux de l'Acte de Contadora sur la paix et la coopération, lesquels principes sont plus importants que jamais.

Le Groupe de Contadora doit avoir la possibilité de terminer son travail pour la paix dans un climat qui ne soit pas caractérisé par une militarisation accrue ni par des tensions Est-Ouest.

L'appui spécial de quatre autres pays d'Amérique latine renforce le Groupe de Contadora. Mon gouvernement se félicite de l'adjonction de ce groupe au processus de Contadora, ce qui souligne le caractère régional et indépendant du processus et l'importance de la coopération régionale.

M. Ferm (Suède)

Un autre signe positif est que l'Europe continue de s'intéresser à la promotion de la paix et du développement en Amérique centrale. Cet intérêt est apparu clairement lors d'une réunion récente au Luxembourg entre la Communauté économique européenne, le Portugal et l'Espagne ainsi que les pays d'Amérique centrale concernées, au cours de laquelle on a abouti à la conclusion d'un accord important.

Les Etats-Unis ont une influence importante et indéniable dans cette région et donc un rôle primordial à jouer pour encourager le processus de paix dans cette région. Nous lançons un appel aux Etats-Unis pour qu'ils apportent leur appui inconditionnel et actif au processus de Contadora et pour qu'ils agissent dans cet esprit.

La communauté internationale doit rejeter toutes mesures, telles que les actes de boycott ou l'appui à des groupes armés en violation du droit international, destinées à renverser un gouvernement légitime. Le Gouvernement suédois s'oppose à la décision d'imposer des sanctions économiques au Nicaragua et souscrit à la résolution 562 du Conseil de sécurité de mai 1985. Les sanctions rendent plus difficiles les négociations de paix en Amérique centrale, car elles sont contraires aux principes énoncés dans les propositions de paix du Groupe de Contadora. Les sanctions contribuent également à compromettre les possibilités pour le Nicaragua de mener une politique étrangère indépendante. De toute évidence, les sanctions risquent d'entraîner des difficultés nationales accrues ainsi que de nouveaux affrontements.

Il est très important pour mon gouvernement que les principes de droits démocratiques et des droits de l'homme, et de la justice sociale et économique, occupent une place importante dans les travaux du Groupe de Contadora.

Le Gouvernement du Nicaragua s'est engagé à avoir un système politique pluraliste et à choisir la démocratie. C'est là un engagement sérieux qui est de la plus haute importance. Nous comprenons aussi qu'il est très difficile de transformer une société pour la faire passer de la dictature à la démocratie, surtout étant donné la pression des difficultés économiques et l'insurgence militaire. Le Nicaragua, à notre avis, doit être encouragé et aidé dans cette transformation. De même, le processus démocratique dans d'autres pays d'Amérique centrale devrait être soutenu. Dans le cas du Nicaragua, nous croyons que

M. Ferm (Suède)

l'assistance extérieure aux Contras, comme on les appelle, a sapé les efforts destinés à créer les conditions propres à l'instauration d'une société pluraliste.

Des actes qui menaçaient la souveraineté nationale du Nicaragua ont, à notre avis, été un facteur important qui a mené à l'état d'urgence récemment proclamé dans ce pays. En dépit de cela, le Gouvernement suédois déplore la décision du Gouvernement du Nicaragua de rétablir et d'étendre l'état d'urgence, limitant les droits et libertés civils, y compris la liberté d'expression. Nous espérons que ces mesures seront levées le plus rapidement possible.

Mon gouvernement appuie fermement le Groupe de Contadora et, dans ce contexte, nous encourageons les entretiens bilatéraux de paix entre les parties intéressées. Nous avons noté avec satisfaction la création d'une commission frontière entre le Costa Rica et le Nicaragua. Nous nous félicitons également des entretiens bilatéraux entre les Etats-Unis et le Nicaragua et de l'appel du Conseil de sécurité, dans sa résolution 562 (1985), leur demandant de reprendre le dialogue engagé à Manzanillo (Mexique) en vue de la normalisation de leurs relations, contribuant ainsi à la détente régionale. Nous avons ensuite appris avec une grande inquiétude que la récente reprise des contacts entre les deux gouvernements avait échoué. Une fois encore, nous lançons un appel demandant qu'on reprenne les entretiens bilatéraux sans conditions préalables et dans un esprit de respect mutuel.

Dans ce contexte, qu'il me soit permis d'exprimer notre préoccupation devant l'échec des entretiens menés entre les parties au conflit en El Salvador. Ces entretiens constituaient un signe d'espoir et d'encouragement dans l'esprit de l'initiative de Contadora. La Suède, depuis longtemps, estime qu'un règlement négocié du conflit en El Salvador n'est pas possible sans la participation du Frente Democratico Revolucionario-Frente Farabundo Marti para la Liberacion Nacional (FDR-FMLN). Nous continuons d'enjoindre les parties à reprendre les entretiens pour parvenir à un règlement politique global négocié. Un esprit ouvert et souple de la part des deux parties est une condition indispensable au progrès.

La situation en Amérique centrale s'est surtout caractérisée par une augmentation des incidents bilatéraux entre les pays de la région, notamment au Costa Rica, au Honduras et au Nicaragua. Nous disposons d'un grand nombre de données précises sur les incidents de frontières, les menaces et les cas

M. Ferm (Suède)

d'interventions étrangères. Mon gouvernement partage l'opinion du Secrétaire général des Nations Unies d'après lequel, "parallèlement à la recherche du Groupe de Contadora d'une solution globale, tout incident de frontière doit être traité directement par les parties".

L'appui international unanime que reçoit le processus de Contadora est d'importance cruciale. Mon gouvernement apprécie hautement la participation du Secrétaire général et sa détermination.

Pour mon pays, notre appui au Groupe de Contadora est conforme aux objectifs fondamentaux de la politique étrangère de la Suède. Les objectifs du processus de Contadora revêtent une grande importance pour nous comme pour tous les pays. En outre, nous exprimons notre appui, dans l'esprit de notre profonde solidarité, avec les peuples qui, trop souvent, ont été victimes de la domination ou de l'exploitation étrangères. A ce moment crucial, il est impératif d'appuyer activement dans les actes le Groupe de Contadora et il faut que tous les pays s'abstiennent de toutes mesures qui pourraient affecter négativement ses efforts de paix hautement louables.

M. VONGSAY (République démocratique populaire lao) : En cette session commémorative, l'examen par l'Assemblée générale du point qui nous occupe revêt une signification importante et un caractère d'actualité brûlante, car loin de se normaliser la situation en Amérique centrale s'aggrave chaque jour davantage. La communauté internationale est parfaitement au courant de ce qui se passe dans cette région névralgique du globe. Un diagnostic méticuleux a aussi été entrepris sur les causes et facteurs sociologiques de la crise grave qui ébranle l'Amérique centrale et dont les peuples des pays concernés ont dû subir des conséquences catastrophiques. Nous savons aussi que pour ces maux endémiques, une thérapeutique appropriée a été prescrite par la communauté internationale, notamment par cette auguste assemblée et le Conseil de sécurité. La position conséquente du Gouvernement de la République démocratique populaire lao sur cette question importante a été maintes fois explicitée et réaffirmée au sein de l'Organisation universelle, comme dans le cadre des divers forums internationaux. Cette position, qui d'ailleurs s'identifie à celle adoptée par l'ensemble de la communauté internationale, tient en ce qui suit.

Premièrement, la paix et la sécurité en Amérique centrale comme dans l'ensemble du continent latino-américain sont et demeurent indissociables de la paix et de la sécurité perçues dans leur universalité. Il semble que tout le monde est d'accord sur ce principe d'indivisibilité.

Deuxièmement, les causes profondes de la crise qui y sévit ou les menaces réelles à la paix et à la sécurité de cette région sont à la fois endogènes et exogènes. Au plan intérieur, c'est le système politique, économique et social antidémocratique ayant cours dans certains pays de la région qui est responsable de la paupérisation, de la misère, de l'obscurantisme et d'autres fléaux sociaux endémiques dont sont victimes les peuples de ces mêmes pays. Les causes exogènes proviennent de la politique belliciste, de provocation et d'intervention directe ou indirecte menée par les milieux agressifs d'une superpuissance impérialiste dans les affaires intérieures de nombre de pays de la région, dont certains sont devenus ses alliés et protégés inconditionnels.

Telles sont, les données fondamentales du problème qu'on doit appréhender et admettre si l'on veut trouver une solution juste et durable à la crise grave qui sévit en Amérique centrale. Il est regrettable que les milieux agressifs de l'impérialisme refusent d'admettre ce postulat de base ou cette vérité première.

M. Vongsay (RÉP. DÉM. POP. LAO)

Ils continuent toujours d'aborder le problème sous l'angle idéologique en mettant l'accent sur la soi-disant "confrontation Est-Ouest". Pis encore, ils ont osé même menacer d'étrangler le Nicaragua révolutionnaire dont la politique intérieure et extérieure indépendante ne leur plaît pas. Tout le monde voit que l'administration américaine actuelle se montre incapable de cacher sa phobie du nouveau régime nicaraguayen mis en place, on le sait, après la glorieuse victoire de la révolution sandiniste en juillet 1979. Les dirigeants de cette administration ne se font jamais faute d'employer le vocable "communiste" pour désigner le régime actuel au Nicaragua. L'on peut en déduire dès lors que tous les pays du monde, dont les gouvernements poursuivent une politique de transformation économique et sociale radicale pour le bien de l'ensemble de la société et pour l'abolition des priviléges exorbitants d'une poignée d'exploiteurs locaux et étrangers, doivent être étranglés, renversés ou frappés d'excommunication sous prétexte qu'ils sont communistes ou communisants. Il vas sans dire qu'un tel état d'esprit, qu'une telle politique de la part des milieux agressifs de l'impérialisme vont à l'encontre des principes cardinaux et buts élevés de la Charte des Nations Unies dont la communauté internationale vient de commémorer solennellement le quarantième anniversaire de la signature et de l'entrée en vigueur. C'est précisément cette politique belliciste et interventionniste qui pose une grave menace à la paix, à la sécurité, à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la République du Nicaragua,

La République démocratique populaire lao, de concert avec la communauté internationale et le Mouvement des pays non alignés a toujours condamné la série d'actes de provocation, de guerre non déclarée, d'agression, y compris le minage des ports et le récent embargo commercial total décrété contre le Nicaragua par la présente administration américaine. La communauté internationale n'a certainement pas manqué de prendre note avec effroi et tristesse du lourd bilan des pertes humaines et matérielles que le Gouvernement révolutionnaire et le peuple héroïque du Nicaragua ont dû subir à la suite des actes hostiles susmentionnés, outre la destruction des infrastructures économiques et sociales, telles que les écoles, hôpitaux, ports, etc. Ce sont surtout ces pauvres paysans des villes et villages frontaliers ainsi que leurs enfants en bas âge qui ont été victimes des forfaits commis de sang-froid par la bande de contre-révolutionnaires somozistes, armés, entraînés et soutenus financièrement par la CIA et un grand nombre de mercenaires

M. Vongsay (Rép. dém. pop. lao)

basés dans le territoire de certains pays voisins. Ce bilan accablant nous a 茅t   fourni par le Président de la République du Nicaragua lui-même, S. Exc.

M. Daniel Ortega Saavedra, lors du discours qu'il a prononcé dans cette salle, le 21 octobre dernier, 脿 l'occasion de la session commémorative de l'Organisation universelle. Chacun de nous se rappelle sûrement que le leader nicaraguayen nous a appris en termes touchants dans quelles conditions son gouvernement et son peuple héroïque ont dû lutter pour survivre. La communauté internationale a aussi appris avec tristesse et indignation que la Maison Blanche vient d'approuver un nouveau crédit de 27 millions de dollars, au titre d'une soi-disant "aide humanitaire", mais qu'en réalité ce fonds est destiné 脿 financer cette guerre non déclarée contre le Nicaragua.

L'image qui s'offre 脿 nos yeux est loin d'être une image d'Epinal. Quoi qu'il en soit, ce qui force notre admiration c'est la façon remarquable dont le Gouvernement et le peuple du Nicaragua, malgré l'adversité dans laquelle ils se trouvent, entendent contribuer 脿 résoudre la crise qui déstabilise cette région du globe et 脿 normaliser leurs relations avec les Etats-Unis d'Amérique ainsi que tous les pays de la région. La République démocratique populaire lao, 脿 l'instar de la communauté internationale, soutient sans réserve les propositions de paix avancées jusqu'ici par la République du Nicaragua comme par le Groupe de Contadora. Les gens de bonne foi ne manqueront pas de louer la pers『  r『  rance avec laquelle le Gouvernement du Nicaragua lutte pour la reprise du dialogue de Manzanillo que la partie américaine a rompu unilatéralement sans aucune explication au début de janvier dernier.

M. Vongsay (Rép. dém. pop. lao)

On se rappellera aussi que la communauté internationale, particulièrement l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le Groupe de Contadora, ont appelé et appellent toujours de leurs voeux la reprise de telles négociations bilatérales. Mais il est regrettable que le Gouvernement américain ait, jusqu'ici, mis des b  tons dans les roues à de tels efforts. C'est ainsi que la partie américaine a effrontément subordonné à toute reprise de dialogue l'acceptation, par le Nicaragua, de dissoudre son assemblée nationale et que, deuxième diktat tout aussi insultant, le dialogue doit se tenir seulement entre le Gouvernement du Nicaragua et la bande contre-révolutionnaire somoziste. Nous souhaitons très sincèrement que le Gouvernement américain reconsidère sa position déraisonnable et accepte, le plus tôt possible, de reprendre le dialogue avec le Gouvernement nicaraguayan, sur un pied d'égalité, dans le respect mutuel de l'indépendance et de la souveraineté ainsi que dans l'intérêt réciproque. Pareillement, il est souhaitable que la décision de la Cour internationale de Justice, qui a été saisie de la plainte du Nicaragua, puisse être rendue ex  ecutoire.

Voyons maintenant dans quelle mesure le Groupe de Contadora a contribué jusqu'ici à la recherche d'une solution pacifique, juste et durable à la crise.

Mon pays, tout comme la communauté internationale, loue et soutient les efforts inlassables déployés par les pays qui composent ce groupe en vue de rétablir la paix et la sécurité dans la région. A cet égard, on ne doit pas passer sous silence la sincit   et la bonne volonté qu'a démontrées le Nicaragua dans l'application scrupuleuse qu'il entend faire de l'Accord de Contadora en date du 7 septembre de l'année dernière.

Tout le monde sait aussi que l'Administration américaine ainsi que ses principaux alliés de l'Amérique centrale ont choisi sans vergogne d'invalider cet acte ou instrument important. La preuve éclatante de cette opération de sabotage est contenue tant dans le document secret du Conseil national de sécurité que dans le mémorandum secret de M. Elliott Abrahams, sous-secrétaire d'Etat aux affaires de l'Amérique latine, intitulé "The View from Washington", daté du 4 septembre de cette année. Nous savons aussi que les détracteurs du Nicaragua se sont appliqués dernièrement à faire subir au texte original de l'Acte de Contadora une modification substantielle au détriment, bien entendu, de l'intérêt légitime de sécurité nationale du régime sandiniste. Ce qui est admirable, c'est que ce petit

M. Vongsay (Rép. dém. pop. lao)

pays indépendant et souverain, Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies et du Mouvement des pays non alignés, malgré des difficultés invraisemblables que lui créent ses détracteurs, continue imperturbablement de lutter pour la sauvegarde de son indépendance, de sa souveraineté et de son intégrité territoriale si chèrement acquises ainsi que pour le rétablissement de la paix, de la sécurité et de la coopération mutuellement avantageuse dans la région.

Il est grand temps que la superpuissance impérialiste et ses alliés régionaux comprennent qu'il est de l'intérêt légitime de leurs propres peuples, qui sont si épris de paix et de justice, d'oeuvrer sincèrement pour la normalisation de leurs relations avec le peuple héroïque et pacifique du Nicaragua et, partant, pour faire de l'Amérique centrale une oasis de paix, de stabilité et de coopération.

Dans ce contexte, il est réconfortant de noter la formation assez récente d'un "Groupe de soutien au Contadora", composé de quatre pays de l'Amérique latine. Nous souhaitons que ce groupe puisse être à même de jouer un rôle de catalyseur au sein du mécanisme de paix dont est doté le Groupe de Contadora. La République démocratique populaire lao tient à réaffirmer son soutien au Groupe de Contadora dans les efforts inlassables et sincères qu'il déploie actuellement en vue de trouver, le plus tôt possible, une solution pacifique, juste et durable à la crise de l'Amérique centrale.

Le Gouvernement et le peuple lao ayant subi, eux-mêmes, dans un passé récent, les conséquences néfastes d'une guerre d'agression impérialiste, sont à même de mieux comprendre la situation extrêmement difficile dans laquelle se trouvent actuellement le Gouvernement et le peuple valeureux du Nicaragua et tiennent, en conséquence, à réaffirmer à ces derniers leur solidarité et leur soutien indéfectibles. Pareillement, il réitèrent leur sympathie et leur soutien aux peuples de l'Amérique centrale et de l'Amérique latine qui luttent courageusement et créativement soit pour la sauvegarde de leur indépendance nationale, de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale soit pour l'exercice de leur droit à l'autodétermination, ainsi que pour l'abolition des systèmes politiques et sociaux oppressifs dont ils sont encore victimes.

ORGANISATION DES TRAVAUX

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je voudrais informer l'Assemblée de la situation en ce qui concerne la poursuite de nos travaux sur

Le Président

cette question lundi. Comme l'Assemblée le sait, selon notre programme de travail, nous devons commencer l'examen de la question des îles Falkland (Malvinas) mardi matin 26 novembre. Je dois cependant signaler aux représentants qu'à la clôture, à 17 heures cet après-midi, de la liste des orateurs, outre tous ceux qui étaient déjà inscrits pour la séance de lundi matin, 46 orateurs sont inscrits pour celle de lundi après-midi. Dans ces circonstances, je dois dire ce qui suit.

Tout d'abord, il n'est pas possible d'avoir une réunion de nuit faute d'interprètes; ils sont tous affectés aux différentes commissions. Il est donc impossible de prolonger la séance au-delà de 21 h 30 ou 22 heures.

Je voudrais donc proposer à l'Assemblée de commencer, si possible, la séance de lundi à 9 h 30 précises pour faire face à la situation. Nous pourrions ensuite tenir une séance l'après-midi qui pourrait se poursuivre jusqu'à ce que nous ayons entendu tous les orateurs. Au cas où un problème quelconque se présenterait, nous pourrions examiner comment le résoudre à la fin.

S'il n'y a pas d'objection, je serais reconnaissant aux membres de l'Assemblée de leur coopération pour faire en sorte que nous commençons à 9 h 30 précises.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Afin d'utiliser pleinement le temps qui nous est imparti, je serais reconnaissant aux représentants inscrits pour prendre la parole l'après-midi de se tenir prêts à le faire le matin au cas où nous en aurions terminé plus tôt que prévu avec la liste des orateurs du matin.

POINT 21 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

LA SITUATION EN AMERIQUE CENTRALE : MENACES CONTRE LA PAIX ET LA SECURITE INTERNATIONALES ET INITIATIVES DE PAIX (A/40/737)

M. CHEOK (Singapour) (interprétation de l'anglais) : Le 26 octobre 1984, après un débat qui a duré deux jours, l'Assemblée générale a adopté la résolution 39/4, relative à la situation en Amérique centrale : menaces contre la paix et la sécurité internationales et initiatives de paix, qui traitait de façon approfondie de différents aspects de la question. Un an après, l'Assemblée générale examine à nouveau cette question importante, et la situation, telle qu'elle est décrite par le Secrétaire général dans son rapport A/40/737 en date du 9 octobre 1985, est la suivante :

"En dépit des efforts du Groupe de Contadora, la situation en Amérique centrale s'est considérablement détériorée cette année." (A/40/737, p. 3)

Ma délégation souscrit à cette évaluation peu encourageante et constate que la situation actuelle exige de toute évidence de toutes les parties intéressées qu'elles fassent preuve de modération, de clairvoyance et de lucidité.

L'actualité récente fait à nouveau apparaître la nécessité d'un dialogue permanent et significatif afin d'aboutir dans un esprit de conciliation à l'élaboration d'accords précis. A ce propos, la tension persistante et les troubles ont créé pour de nombreux pays de la région un problème de réfugiés, ce qui ne manque pas d'avoir de graves conséquences d'ordre socio-économique pour de petits pays, y compris Belize, le Costa Rica et le Honduras.

Singapour, pays éloigné du point de vue géographique de la région de l'Amérique centrale, dispose de peu de renseignements sur la région et ses problèmes. Le rapport très complet et détaillé établi par le Secrétaire général sur cette question a été très précieux à ma délégation pour saisir la complexité du problème et les initiatives actuellement entreprises pour tâcher d'y remédier. Ma délégation souhaite lui rendre hommage pour l'excellent rapport qu'il nous a fourni.

Ma délégation croit comprendre que les ministres des affaires étrangères de Contadora - de la Colombie, du Mexique, du Panama et du Venezuela - ont rencontré le Secrétaire général, à New York, le 26 septembre 1985, pour lui remettre le texte final du projet d'accord de Contadora pour la paix et la coopération en Amérique centrale, ainsi que d'autres données pertinentes. Le projet de texte final

M. Cheok (Singapour)

comprend certaines observations faites par des gouvernements d'Amérique centrale sur le projet original de septembre 1984, ainsi que des propositions que le Groupe de Contadora juge comme étant des compromis justes et équitables en ce qui concerne les questions les plus controversées.

Le projet de texte final interdirait, entre autres, toute intervention étrangère dans la région ou tout appui aux forces révolutionnaires et prévoirait la tenue d'élections libres, ainsi que d'autres réformes démocratiques. Il affirmerait aussi l'égalité souveraine des Etats, le principe du règlement pacifique des différents et le rejet de la menace ou de l'emploi de la force, le terrorisme ou la subversion exportée, le soutien apporté aux institutions démocratiques et la promotion de la justice sociale.

Les ministres des affaires étrangères de Contadora ont en outre informé le Secrétaire général sur l'intention des plénipotentiaires des neuf pays intéressés de se réunir à Panama, à compter du 7 octobre 1985, pour débattre des points suivants : limitation et réduction des armements; application des mécanismes de suivi concernant des questions de sécurité et de politique, et manœuvres militaires. A la fin de cette période - le 21 novembre 1985 -, le Groupe de Contadora organiserait une conférence conjointe des ministres des affaires étrangères en vue de la signature de l'Accord. Ma délégation saisit cette occasion pour prier instamment toutes les parties intéressées de n'épargner aucun effort pour aboutir à un consensus régional sur le rétablissement de la paix et de la sécurité et la relance du développement économique et social de la région.

Ma délégation n'a pu obtenir que très peu d'informations sur l'issue de la réunion plénipotentiare. Toutefois, d'après les quelques renseignements dont elle dispose, il semblerait qu'à ce jour, peu de progrès aient été enregistrés au cours de ces pourparlers. Ma délégation espère néanmoins que d'ici l'année prochaine, à la même époque, l'Assemblée pourra disposer d'un rapport plus optimiste sur la situation.

Dans sa déclaration devant l'Assemblée générale, l'année dernière, ma délégation avait vigoureusement appuyé les initiatives régionales destinées à régler les problèmes qui se posent dans chaque région. A ce propos, ma délégation est fermement convaincue que le processus de Contadora constitue la meilleure occasion d'aboutir à une solution politique d'ensemble de la crise en Amérique

M. Cheok (Singapour)

centrale par des moyens politiques, et nous demandons instamment à la communauté internationale de s'associer aux efforts louables du Groupe de Contadora.*

La Colombie, le Mexique, Panama et le Venezuela méritent nos félicitations pour les efforts qu'ils déploient dans la recherche d'une solution à ce problème. A cet égard, ma délégation se félicite de la création récente par les Gouvernements de l'Argentine, du Pérou, du Brésil et de l'Uruguay, d'un groupe d'appui qui mérite, également notre soutien. La constitution de ce groupe reflète les préoccupations profondes des pays d'Amérique latine qui souhaitent renforcer l'action politique du Groupe de Contadora. En tant que petit Etat dans une région où le conflit cambodgien continue d'être une préoccupation majeure, Singapour est fermement convaincu qu'aucun Etat ne devrait imposer sa volonté à ses voisins. La sécurité absolue d'un Etat signifie insécurité absolue pour tous les autres Etats de la région. Les Etats de la région d'Amérique centrale ne peuvent donc coexister que dans un climat de sécurité relatif.

Si l'approche adoptée par Contadora constitue le meilleur espoir de sécurité dans la recherche d'une solution d'ensemble aux problèmes de la région d'Amérique centrale, il convient néanmoins que nous recherchions les causes profondes des conflits qui font rage dans cette région. Dans son rapport, le Secrétaire général dit ceci :

"C'est dans l'injustice des structures socio-économiques et politiques internes qu'il faut chercher les causes de la crise que traverse l'Amérique centrale."
(A/40/737, p. 3)

et il conclut que la solution de la crise dépend de la volonté politique des Etats de la région.

Ma délégation partage l'opinion selon laquelle les troubles dans la région sont dûs à la crise socio-économique grave qui frappe la région et des pressions en faveur d'un changement politique, nées du souhait de rendre les sociétés plus justes et plus équitables. Toutefois, il est également évident qu'alors que les conflits dans la région ne découlent pas de la rivalité Est-Ouest, la compétition entre les deux puissances militaires a exacerbé le conflit dans la région. Ma délégation juge toutefois regrettable que l'accumulation d'armes dans la région se

* Mme Castro de Barish (Costa Rica), vice-présidente, assume la présidence.

M. Cheok (Singapour)

poursuive tout comme les actes d'agression, les incidents de frontière, les opérations de déstabilisation et la présence de troupes militaires étrangères.

Ma délégation tient à redire sa conviction que chaque Etat de la région doit pouvoir décider de son propre avenir à l'abri de toute ingérence étrangère et que c'est au peuple de chaque Etat qu'il appartient de décider de son propre avenir. Nous réaffirmons la nécessité de respecter pleinement le principe de non-intervention et de non-ingérence dans les affaires intérieures et extérieures d'Etat. Ma délégation condamne les actes d'agression armée et de subversion. Nous ne croyons pas que les Etats militairement puissants, en particulier les superpuissances, doivent pouvoir imposer leur volonté à des Etats plus faibles, militairement insignifiants et économiquement fragiles. Nous ne croyons pas non plus qu'il puisse y avoir des révoltes sans frontière et que les Etats aient le droit d'imposer leur volonté politique à leurs voisins. Il est vital, en cette ère de système d'Etat multipolaire, que nous acceptions l'existence de schémas différents d'organisations politiques, sociales et économiques. La menace réelle d'un conflit ou d'une guerre en Amérique centrale ne pourra être évitée qu'à la seule condition que nous acceptions cette existence. Ma délégation est tout à fait consciente qu'un règlement pacifique des problèmes qui affectent l'Amérique centrale est loin d'être un objectif à notre portée. Elle exige non seulement que l'on mette fin à la violence et à la non-intervention, mais aussi que des changements profonds interviennent dans la région. Tous les groupes sociaux et politiques doivent pouvoir jouir du progrès économique et participer activement au processus politique. Les Etats de la région sont fermement attachés à la réalisation de cet objectif. Les partenaires de l'hémisphère et de la communauté internationale tout entière doivent leur apporter leur soutien. Les aspirations légitimes des peuples d'Amérique centrale ne pourront être satisfaites qu'à cette condition.

M. RACZ (Hongrie) (interprétation de l'anglais) : La situation qui fait l'objet du présent débat demeure l'un des principaux foyers de tension internationale en dépit des efforts prometteurs - appuyés par la communauté internationale - que fait le Groupe de Contadora pour apporter un règlement pacifique et négocié aux problèmes pressants de cette région tant éprouvée.

Avant de traiter des problèmes concrets, j'aimerais revenir brièvement sur les causes profondes qui, selon nous, sont à l'origine de la situation car la perspective dans laquelle l'on se place est fondamentale.

Pour nombre d'entre nous ici, les causes profondes de la crise politique, sociale et économique en Amérique centrale tiennent à des structures de pouvoir et d'exploitation dépassées qui n'ont engendré que retard, pauvreté et misère. Ces conditions appelaient un changement et les peuples de la région, comme partout ailleurs, voulaient prendre leur destinée entre leurs mains. Une lutte acharnée s'en est suivie entre ceux qui voulaient un changement et ceux qui tiraient avantage de l'ancien système.

Au Nicaragua, le peuple l'a finalement emporté et il s'est échappé vers la transformation démocratique de sa société.

Et c'est ainsi que le Nicaragua a suscité la crainte et la haine de ceux qui voulaient s'opposer au changement. Peu après la victoire de la Révolution sandiniste, les forces de la réaction ont entrepris d'inverser le cours des événements et depuis nous assistons à une lutte incessante pour saper le gouvernement légitime de ce pays.

La situation s'est aggravée du fait de l'intervention ininterrompue de l'extérieur, qui utilise le territoire des Etats voisins pour son agression contre le Nicaragua. Les forces contre-révolutionnaires - qu'on appelle les contras - sont presque entièrement constituées d'anciens membres de l'odieu Garde nationale de l'ancien dictateur Somoza. Il ne fait un secret pour personne que les sources de financement des contras se trouvent à Washington. Sans cette aide, les contras n'auraient aucune chance contre le Gouvernement légitime du Nicaragua, qui bénéficie de l'appui sans réserve du peuple.

Confronté aux pires conditions d'une guerre non déclarée menée contre lui, le peuple du Nicaragua a tout de même réussi à entamer la transformation démocratique de sa société. Il a organisé des élections libres et équitables et il a beaucoup

M. Racz (Hongrie)

progressé dans le domaine de la santé et de l'éducation et dans son combat contre l'analphabétisme.

Il y a énormément à faire sur le plan économique et il n'est rien auquel le peuple et le Gouvernement nicaraguayens aspirent davantage que la paix afin de pouvoir consacrer tout leur talent et toute leur énergie au progrès de leur pays dans tous les domaines de la vie.

Il n'est pas exagéré de dire que l'histoire du Gouvernement sandiniste est une chronique d'initiatives de paix concernant aussi bien ses relations avec ses voisins que ses relations avec les Etats-Unis.

Les efforts qui demeurent les plus susceptibles de conduire à une solution négociée et pacifique des problèmes ont été déployés dans le cadre des activités du Groupe de Contadora. A l'issue de près de deux années de laborieuses négociations, le Groupe a présenté, en septembre 1984, un projet révisé de l'Accord de Contadora pour la paix et la copération en Amérique centrale.

Chacun de nous ne sait que trop bien ce qu'il est advenu de cet accord présenté après consultations avec les pays d'Amérique centrale. Seul le Nicaragua a offert de signer l'Accord sans changement. Le Honduras, El Salvador et le Costa Rica ont exigé de nouvelles révisions de fond.

En dépit des graves difficultés qu'il a rencontrées, le Groupe de Contadora nous semble toujours offrir les meilleures perspectives de paix dans la région, tout d'abord parce qu'il recherche une solution politique aux problèmes et ensuite parce qu'il représente une initiative régionale authentique. Ce caractère régional a encore été souligné par la formation du Groupe d'appui de Lima au Groupe de Contadora composé de l'Argentine, du Brésil, du Pérou et de l'Uruguay. Nous espérons sincèrement que cette initiative contribuera au renforcement des efforts de paix dans la région.

Toutefois, quelle que soit l'importance des institutions et des structures, nous ne devons pas pourtant oublier le fond des problèmes.

Tout bien considéré, la question clef nous paraît être de faire passer au second plan l'élément militaire.

C'est pourquoi nous sommes favorables aux initiatives prises pour interdire les manœuvres militaires internationales quelles qu'elles soient, à empêcher l'installation de bases militaires étrangères et à démanteler celles déjà en place

M. Racz (Hongrie)

dans la région. Si nous voulons qu'elle devienne une zone de paix à l'abri de toute présence militaire étrangère, l'Amérique centrale doit accepter d'interdire les centres de formation militaire, le stationnement et même le transit de troupes militaires étrangères. Elle doit en outre accepter le retrait de tous les conseillers militaires étrangers.

Nous sommes heureux que le Nicaragua se soit déclaré prêt à prendre des engagements concernant la réduction et le contrôle des armements tant qu'existeront les conditions fondamentales susceptibles de garantir sa sécurité nationale. Nous sommes d'avis que, pour atteindre cet objectif, les Etats-Unis doivent eux aussi prendre des engagements dans ce sens.

Mettre fin à l'intervention étrangère, qu'elle soit flagrante ou clandestine, est la condition préalable indispensable à la paix dans la région. Les efforts tentés pour renverser le Gouvernement du Nicaragua doivent cesser, comme doivent cesser les embargos et autres mesures coercitives. Les pourparlers bilatéraux entre le Nicaragua et les Etats-Unis doivent reprendre. La seule solution viable à la crise dans la région doit reposer sur un règlement pacifique négocié s'appuyant lui-même sur la primauté du droit et sur le principe fondamental de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats.

Nous espérons que toutes les parties intéressées redoubleront d'efforts pour arriver à une solution pacifique. Les conditions favorables à la solution des graves problèmes économiques auxquels les pays de la région sont confrontés seraient ainsi créées, contribuant par là même à la cause de la paix au-delà du contexte régional.

En guise de conclusion, nous voudrions exprimer nos sentiments de solidarité au peuple du Nicaragua et à tous les peuples de la région qui s'efforcent de réaliser leur noble objectif : vivre dans la paix, la dignité et la liberté.

M. KEBEDE (Ethiopie) (interprétation de l'anglais) : C'est avec un vif intérêt que la délégation éthiopienne a écouté, ce matin, la déclaration prononcée par le Ministre adjoint aux affaires étrangères du Nicaragua au sujet de la situation en Amérique centrale et des graves séquelles provenant du minage des ports nicaraguayens et des pressions et de l'embargo économiques que le Gouvernement des Etats-Unis a imposés au Nicaragua. Tous ceux qui ont pris la parole jusqu'à présent se sont accordés à reconnaître que la question que l'Assemblée examine aujourd'hui a de graves conséquences sur le maintien de la paix. C'est le respect des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et des normes acceptées de comportement dans les relations entre Etats qui est en jeu ici.

Si je puis appeler l'attention de l'Assemblée sur le passé récent, il apparaît à l'évidence que, depuis la chute de la dictature de Somoza au Nicaragua, le peuple héroïque du Nicaragua a fait l'objet de toute une série d'actes d'agression et d'actes coercitifs de déstabilisation, dans des efforts déployés pour instaurer une société qui réponde au désir de ceux qui commettent ces actes. N'ayant pas réussi à maintenir la domination tyrannique de la famille Somoza, le Gouvernement des Etats-Unis s'est livré à une politique d'agression directe et de subversion pour saper et, en définitive, renverser le cours de la révolution du peuple nicaraguayen. A cette fin, les ports du Nicaragua ont fait l'objet d'un blocus et ont été minés, tandis que des mercenaires étaient organisés, entraînés, financés, équipés et infiltrés au Nicaragua pour assassiner des innocents, détruire l'infrastructure économique et sociale de ce pays et semer le chaos dans un pays qui n'a pas encore connu la paix.

En outre, les pressions et l'intimidation se poursuivent sous une forme coordonnée et continue, par le biais de manoeuvres militaires incessantes des Etats-Unis qui se déroulent très près de la frontière du Nicaragua, créant ainsi une menace constante d'invasion directe.

Les événements qui se déroulent au Nicaragua doivent être considérés compte tenu de la triste situation dans laquelle se trouve le Nicaragua. On sait que le Nicaragua est un pays en développement non aligné, dont l'économie continue de pâtir des séquelles de catastrophes naturelles et d'une guerre qui lui a été imposée de l'extérieur. Il est également indéniable que, pour essayer de limiter

M. Kebede (Ethiopie)

les conséquences de ces catastrophes naturelles et de celles provoquées par l'homme et pour venir en aide au Gouvernement du Nicaragua dans ses efforts de relèvement et de reconstruction, l'Assemblée générale avait adopté à sa trente-neuvième session, en 1984, la résolution 39/204, par laquelle elle demandait instamment à tous les gouvernements de contribuer à la reconstruction et au développement du Nicaragua. Dans de telles circonstances, la principale préoccupation du Nicaragua ne peut être que la poursuite de la paix et de la stabilité à l'intérieur de ses frontières et la recherche de solutions aux nombreux problèmes économiques, auxquels il continue de faire face.

Il est donc inconcevable qu'un petit pays en développement comme le Nicaragua puisse constituer une menace pour la sécurité de ses voisins, et encore moins pour celle d'une superpuissance, les Etats-Unis d'Amérique. Prétendre que le Nicaragua fait la guerre à une nation bien armée ou constitue une menace à la souveraineté des Etats-Unis revient non seulement à mal interpréter la situation qui règne vraiment les faits tels qu'ils sont dans l'hémisphère occidental, mais encore à légitimer les mesures illégales prises par certains pays contre un pays dont les principales préoccupations sont le développement, la paix, la justice et la démocratie.

Voilà pourquoi nous déplorons l'embargo économique et commercial que les Etats-Unis ont imposé au Nicaragua en violation de la lettre et l'esprit de la résolution qui a été adoptée par consensus, il y a un an seulement.

La question dont l'Assemblée est saisie est claire. Il s'agit d'une violation systématique par les Etats-Unis des principes fondamentaux de la Charte et du droit international. Il devient de plus en plus évident que l'objectif du Gouvernement des Etats-Unis est d'invalider une décision souveraine du peuple du Nicaragua et de renverser son gouvernement élu et légitime. Des représentants du Gouvernement des Etats-Unis, y compris le Président des Etats-Unis lui-même, ont confirmé cette intention à plusieurs reprises. Par conséquent, aucune tentative de dissimulation ne peut masquer la vérité au sujet des objectifs agressifs et hégémoniques des Etats-Unis, qui découlent de leurs visées stratégiques en Amérique centrale, comme d'ailleurs dans d'autres parties du monde.

D'autre part, le Nicaragua a prouvé indubitablement sa bonne foi à la communauté internationale, en acceptant sans aucune réserve l'Accord de Contadora;

M. Kebede (Ethiopie)

il continue en outre de coopérer étroitement avec le Groupe de Contadora, lequel poursuit avec persistance sa recherche d'un cadre juste et durable pour la paix et la coopération entre les nations d'Amérique centrale. Dans cet esprit, le Nicaragua a participé à des entretiens bilatéraux à Manzanillo, au Mexique, jusqu'à ce que les Etats-Unis les interrompent unilatéralement. Les efforts que déploie le Nicaragua pour créer les conditions propices à la paix et à la stabilité dans cette région troublée ne sauraient être mis en question.

Je pense donc que le Nicaragua mérite la reconnaissance et l'appréciation de la communauté internationale en tant que pays épris de paix qui est devenu la cible de provocations et d'agressions militaires injustifiées, d'un sabotage économique ainsi que d'un chantage diplomatique.

Depuis plus de 10 ans, l'Ethiopie et sa révolution font l'objet d'attaques impérialistes similaires - qui continuent d'ailleurs sans relâche. Nous reconnaissons le courage et la persévérance inégalés dont le peuple du Nicaragua fait montre devant les épreuves qui lui sont imposées.

M. Kebede (Ethiopie)

Le Gouvernement et le peuple de l'Ethiopie socialiste admirent la volonté du Gouvernement et du peuple du Nicaragua qui cherchent à protéger les acquis de leur révolution et l'intégrité territoriale de leur mère patrie contre les forces de l'impérialisme et de la réaction; nous tenons à réaffirmer une fois de plus notre plein appui à leur lutte courageuse et notre solidarité fraternelle avec elle.

Nous félicitons également le Gouvernement et le peuple du Nicaragua pour leur persévérance dans la recherche de la paix et de solutions diplomatiques aux problèmes de l'Amérique centrale, et en fait pour leur attachement à la légalité internationale. Nous sommes certains que le peuple du Nicaragua finira par être victorieux.

Mme JORGENSEN (Norvège) (interprétation de l'anglais) : Les événements en Amérique centrale au cours de cette dernière année ont fait vaciller l'optimisme prudent que ma délégation avait éprouvé lorsque l'Assemblée générale a examiné cette question il y a un an. Depuis lors, nous avons assisté à une détérioration de la situation générale, caractérisée par des incidents bilatéraux accrus, une escalade du combat et un processus de négociation bloqué. Nous comprenons pleinement et nous partageons la préoccupation exprimée par le Secrétaire général dans son récent rapport sur la situation en Amérique centrale.

Les problèmes de la région ne sont pas nouveaux. Ils ont été causés par des siècles d'injustice sociale et d'exploitation. Le changement politique en Amérique centrale était inévitable, mais l'escalade de la violence à laquelle nous avons assisté ces dernières années n'offre pas de véritable espoir aux peuples de cette région troublée. La voie vers la paix passe par le dialogue.

Mon gouvernement appuie pleinement les initiatives du Groupe de Contadora. Nous sommes inquiets de voir que peu de progrès ont été faits au cours de la dernière année. Cependant, nous nous félicitons hautement que d'autres pays et groupes de pays apportent un appui politique et économique à cette région dans l'espoir qu'une participation plus importante et constructive contribue à la solution pacifique des problèmes de la région. Mon gouvernement pense qu'il est essentiel que les peuples de la région eux-mêmes puissent résoudre leurs problèmes sans ingérence de l'extérieur. Les origines des problèmes sont économiques et sociales, et la poursuite du combat ne peut qu'exacerber ces problèmes. L'ingérence de l'extérieur ne peut qu'intensifier le combat.

Mme Jorgensen (Norvège)

L'Accord de Contadora reste la seule base largement acceptée sur laquelle une solution pacifique puisse se fonder. Cet accord affirme l'égalité souveraine des Etats, le règlement pacifique des différends et rejette la menace ou le recours à la force ainsi que l'exportation du terrorisme et de la subversion; il préconise l'appui aux institutions démocratiques et la promotion de la justice sociale. Les dispositions de l'Accord interdiraient également l'intervention de l'extérieur dans la région ou tout appui aux forces de l'insurrection, tout en prévoyant des élections libres et d'autres réformes démocratiques.

En Amérique centrale, comme dans d'autres régions en proie aux conflits dans le monde, une paix durable ne sera possible que si toutes les parties concernées acceptent les dispositions de traités de paix ou d'arrangements de sécurité nécessaires. Le Gouvernement norvégien appuie les efforts continus du Groupe de Contadora qui recherche des accords de paix acceptables pour toutes les parties. Nous prions les parties de manifester une volonté constructive de dialogue et de compromis, de ne pas se dérober aux négociations ou contacts nécessaires et de participer à de telles négociations sans conditions préalables.

Il est important de ne pas oublier l'aspect humain de la crise politique en Amérique centrale. Les troubles et les combats continuent d'occasionner un courant de réfugiés. Près de 347 000 réfugiés ont été accueillis par différents pays de la région. Je voudrais rendre hommage au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour l'aide précieuse qu'il apporte à un grand nombre d'entre eux; je voudrais aussi rendre hommage aux autres organisations internationales et non gouvernementales actives dans ce domaine. Mon gouvernement a contribué à cet effort humanitaire et continuera de le faire tant que ce sera nécessaire.

M. GAYAMA (Congo) : Dans le système international mis en place il y a 40 ans autour de la Charte des Nations Unies, l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique ont eu la portion congrue en matière de paix et de sécurité.

Il est en effet de notoriété générale que le tiers monde a supporté depuis la fin de la dernière guerre mondiale l'essentiel du poids de la plupart des guerres et conflits qui se sont produits dans le monde avec toutes les conséquences qui en découlent.

Au sein de cette atmosphère d'insécurité générale que sous-tendent des facteurs sociaux, économiques et politiques variés, la sous-région centraméricaine

M. Gayama (Congo)

s'enfonce chaque jour un peu plus dans la tourmente, à la grande satisfaction sans doute des marchands de canons et autres stratèges froids du calcul machiavélique.

Car, ne l'oublions pas, derrière ces conflits dits localisés qui embrasent le tiers monde, se profile toujours l'ombre tutélaire d'une grande puissance en mal de visées hégémoniques, ce qui a pour effet direct de transformer, avec le concours zélé de ladite puissance, des situations aux contours pourtant bien circonscrits en un champ clos de la fameuse rivalité Est-Ouest.

Pour commode que soit cette perception des problèmes, elle a pour le moins l'inconvénient de réduire des nations entières, dotées d'institutions ou de valeurs spécifiques, à de simples pions sur l'échiquier d'un grand jeu programmé ailleurs et en vue duquel les petites nations sont tout simplement sommées d'obéir ou de périr.

La vie de peuples entiers appartenant à la région des Caraïbes et de l'Amérique centrale se transforme ainsi en une lutte constante pour la sauvegarde de la dignité et de la souveraineté, détournant une somme considérable de ressources et d'énergie vers des fins étrangères aux préoccupations fondamentales des populations.

M. Gayama (Congo)

D'interventions militaires en ingérences de tous ordres, y compris le blocus économique, appliqués de façon permanente contre Cuba et hier contre d'autres Etats insulaires, l'objectif de transformation des Caraïbes en zone de paix s'éloigne au fil des ans, comme si un tel objectif constituait dans son principe même un acte d'insubordination insupportable aux yeux des puissances qui se sont arrogé elles-mêmes le rôle de protecteurs et de décideurs universels.

Certes, il ne s'agit pour aucune nation de se dérober devant la nécessité de promouvoir une coopération agissante au bénéfice de la paix et du progrès général. Mais il s'agit là avant tout d'un problème de responsabilité collective qui doit s'entendre sur des bases justes, saines et mutuellement avantageuses, au lieu de servir à l'entretien de la misère et de structures sociales fondamentalement génératrices de drames sociaux.

La situation dont le Nicaragua se trouve être aujourd'hui l'épicentre, n'a selon nous, d'autre origine que de tels malentendus entretenus de propos délibéré par un impérialisme inaccessible aux données réelles génératrices de frustration et de calamités sociales.

Le seul tort du Nicaragua résulte du fait d'avoir accompli une révolution radicale sous la bannière du Front sandiniste pour transformer le visage d'un pays auquel la dictature de Somoza ne promettait ni réformes sociales, ni indépendance véritable.

Ainsi, le Nicaragua vit aujourd'hui dans une situation de guerre non déclarée - mais proclamée - que lui impose sans s'en cacher une superpuissance voisine. Celle-ci, non contente d'apporter un appui total aux somozistes qu'elle entraîne et équipe a récemment, au mois de mai, décrété un embargo total sur les échanges et le transport entre elle et le Nicaragua, après avoir unilatéralement suspendu, en janvier 1985, les pourparlers directs de Manzanillo, au Mexique, entre les deux pays.

Le Congo ne saurait approuver un tel usage de la coercition économique de la part d'une très grande puissance à l'encontre d'un petit pays en développement, qui ne peut constituer une menace crédible ni pour ses intérêts ni pour sa sécurité.

De plus, une telle politique ne paraît manifestement pas inspirée par le respect des principes de non-usage de la force ou de règlement de différends par des voies pacifiques, principes issus de la Charte de l'ONU au même titre que ceux

M. Gayama (Congo)

de non-ingérence ou de non-intervention dans les affaires intérieures d'autres Etats souverains.

Mon pays, qui a toujours fait de la politique de coopération et de bon voisinage une des pierres angulaires de ses relations extérieures, et qui a particulièrement oeuvré durant ces 10 dernières années au moins pour l'instauration d'un climat d'entente et de paix entre les pays et peuples de l'Afrique centrale, ne saurait exprimer de souhait plus ardent que celui de voir s'établir en Amérique centrale, plus spécialement entre le Nicaragua, El Salvador et le Honduras, cette détente qui seule peut garantir le progrès tant aux plans économique que social ou culturel entre les peuples frères de ces Etats.

C'est ce que préconisait la résolution 562, adoptée le 10 mai 1985 par le Conseil de sécurité, qui en appelait à la cessation de toute action politique économique ou militaire dirigée contre l'un quelconque des Etats de la sous-région, et qui en outre réaffirmait le droit de chacun à la liberté de décider de son propre système politique, économique ou social.

Dans ses initiatives inestimables, le Groupe de Cantadura a toujours été guidé par ces principes, d'où le soutien universel que ce groupe a recueilli de par le monde.

Dans les efforts inlassables qu'il déploie en vue de réduire la tension en Amérique latine et de promouvoir la coexistence des Etats de la sous-région sur la base des principes fondamentaux de la coexistence pacifique, le Groupe de Cantodora s'est toujours distingué par la justesse de ses propositions, toutes conformes aux dispositions de base de l'Organisation des Etats américains et d'autres conventions internationales.

Le soutien aux initiatives de ce groupe s'est accru du côté de l'Amérique latine - ce dont nous ne pouvons que nous féliciter - par la constitution du Groupe de Lima pour le soutien au Groupe de Contadora, exprimant ainsi la communauté de destin entre la plupart des Etats de cet hémisphère.

L'Amérique latine, tout comme la région des Caraïbes, est composée de pays en développement, pour la plupart membres du Mouvement des pays non alignés, dont les gouvernements et les peuples s'efforcent, au milieu d'une conjoncture économique et sociale particulièrement défavorable, de développer des approches originales pour surmonter les obstacles à leur développement. Il est juste de leur permettre

M. Gayama (Congo)

d'évaluer par eux-mêmes les voies et moyens propres à promouvoir les conditions politiques, sociales et autres, propices à relever les innombrables défis qui se posent à eux.

Tout interventionnisme qui serait moins orienté vers les priorités latino-américaines - par exemple l'allègement du fardeau de la dette - que vers des considérations idéologiques et géo-politiques n'aurait, ma délégation le craint, d'effet certain que celui de perpétuer des doctrines surannées, comme la doctrine de Monroe, de justifier le partage du monde ainsi que toutes les exactions qui peuvent se commettre au nom de la "liberté" et, à terme, transformer la paix et la sécurité elles-mêmes en simples slogans au service du terrorisme d'Etat.

Certaines grandes puissances - et non des moindres - ont ces temps-ci justifié leur retrait des institutions multilatérales et leur option en faveur d'initiatives individuelles isolées par un souci de pragmatisme et d'harmonie entre la morale politique et la réalité.

Suivant cette conception, il serait juste et normal d'appliquer toutes sortes de sanctions, y compris les plus extrêmes, contre le Nicaragua, pour déstabiliser son régime. Mais la communauté internationale, médusée par cette logique, se demande pourquoi l'Afrique du Sud, dont une minorité raciste opprime la majorité à travers le système odieux d'apartheid, se voit-elle exemptée de sanctions ou de toutes autres mesures coercitives appliquées contre le Nicaragua.

Or, la paix et la sécurité sont indivisibles. Ce serait en trahir la cause que de subordonner leur réalisation à la seule détermination des subjectivités partisanes, au mépris du système de sécurité collective établi par la Charte de l'Organisation des Nations Unies.

M. EL-FATTAL (République arabe syrienne) (interprétation de l'arabe) : L'Assemblée générale, lors de sa trente-neuvième session, a adopté sans vote une résolution sur la situation en Amérique centrale, et ce afin de permettre à toutes les parties concernées de mettre en œuvre l'initiative des pays de Contadora. A cette époque, nous avions formé de grands espoirs de voir un jour la région de l'Amérique centrale se diriger vers la paix, la coexistence et la coopération, dont les bases et les détails ont été établis à la suite de longues négociations.

M. El-Fattal (Rép. arabe syrienne)

A cette époque, nous avions grand espoir de voir un jour la région de l'Amérique centrale se diriger vers la paix, la coexistence et la coopération, dont les bases et les détails avaient été définis, à la suite de longues négociations, dans la version révisée du document de Contadora concernant la paix et la coopération en Amérique centrale, en date de septembre 1984. Toutefois, le cours dangereux qui ont pris les événements dans la région nous a d  g  us. Et cela nous amène à penser que la paix, la sécurité, la coopération et la coexistence sont bien plus éloignées que la communauté internationale ne l'avait prévu.

La détérioration rapide de la sécurité et de la situation économique et sociale dans cette région du monde confère à l'Assemblée générale de grandes responsabilités en ce qui concerne l'examen du point inscrit à notre ordre du jour et réclame de notre part détermination et sérieux, étant donné l'interdépendance de la paix et de la sécurité du monde actuel, où les foyers de tension ne cessent de se rapprocher dans le temps et dans l'espace.

Il est paradoxal de constater que les pays d'Amérique centrale aspirent à la paix au moment même où les intérêts des peuples en mat  re de sécurité et de stabilité sont menacés par la politique du recours à la force.

L'Amérique centrale est aujourd'hui t  moign de l'une des théories et des pratiques les plus graves poursuivies par une superpuissance impérialiste, qui ne cesse depuis le XIXe siècle de pratiquer une politique d'intervention militaire dans les affaires de cette région, sous prétexte que son peuple, son régime et sa constitution économique et sociale appartiennent à l'impérialisme, et qui décide du sort de cette région comme elle l'entend et comme si l'indépendance, le droit à l'autodetermination, le principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats ainsi que le principe de la souveraineté territoriale n'existaient pas, ni en droit international ni dans la pratique des relations entre les peuples et les Etats, et comme si la proximité géographique permettait à ce géant de réprimer la liberté des autres et d'imposer un système politique, économique et social favorable à ses intérêts, à une région qu'il considère comme étant une zone d'influence.

La crise en Amérique centrale n'est pas n  e de la révolution sandiniste victorieuse contre le régime de Somoza. C'est une crise qui a vu le jour avec l'évolution des relations économiques et politiques inégales imposées au monde par

M. El-Fattal (Rép. arabe syrienne)

les puissants. La raison de la crise que connaît cette région du monde réside dans le conflit entre le droit des peuples à l'autod茅termination et au renforcement de leur ind茅pendance et à la d茅fense de l'int茅grit   de leur territoire, d'une part, et les forces r茅actionnaires qui s'efforcent de perpétuer les relations de d茅pendance que les Etats-Unis ont pris l'habitude d'imposer, d'autre part.

Les tensions et les crises auxquelles nous assistons sont le résultat d'un ´tat de choses qui est en contradiction avec l'ind茅pendance, l'茅mancipation et le droit des peuples et des pays à r茅aliser leur identité. La politique d'h茅g茅monie et de domination dans les différents domaines de même que des relations 茅conomiques et politiques inégales sont contraires aux principes sur lesquels se fonde le système international actuel et vont à contre-courant de la logique de l'histoire de notre civilisation.

Le Secrétaire général des Nations Unies a fait allusion dans un certain nombre de ses rapports au mal qui s茅vit en Amérique centrale. Il d茅clare dans son dernier rapport, contenu dans le document A/40/737 et dans le document du Conseil de s茅curit   S/17549 en date du 9 octobre 1985, que les racines de la crise en Amérique centrale résident dans les structures 茅conomiques et politiques inégales et dans les politiques intérieures inéquitables.

Le rapport du Secrétaire général affirme que la crise en Amérique centrale s'est compliquée, contrairement à ce que nous avions espéré; en effet, malgré les efforts d茅ploy  s par le Groupe de Contadora, le Secrétaire général signale que la situation n'a cessé de se d茅teriorer au cours de cette année et attire notre attention sur la recrudescence des conflits qui opposent, tour à tour, les pays de la région et qui, outre le fait qu'ils entravent les efforts du Groupe de Contadora, ont suscité à certains moments la crainte de voir 脗clater une violation plus grave de la paix. A titre d'exemple, le Secrétaire général 茅voque la tension existant entre le Costa Rica et le Nicaragua d'une part et le Nicaragua et le Honduras, d'autre part, bien que la résolution 562 (1985) adoptée par le Conseil de s茅curit   en 1985 ait, entre autre choses, prié instamment tous les Etats d'Amérique centrale de s'abstenir d'adopter des mesures politiques, 茅conomiques ou militaires contre les Etats de la région, susceptibles de faire obstacle à la réalisation des objectifs de paix auxquels visent les efforts du Groupe de Contadora. Cette résolution a 茅t   adoptée comme on le sait au cours de la réunion d'urgence du

M. El-Fattal (Rép. arabe syrienne)

Conseil de sécurité convoquée à la suite de l'imposition arbitraire, par les Etats-Unis, de sanctions économiques et commerciales à l'encontre du Nicaragua, alors que les Etats-Unis continuent de s'opposer aux sanctions contre les régimes racistes et colonialistes, qui tiennent en esclavage les millions de nos frères africains en Afrique australe.

Le Secrétaire général, parlant de l'accroissement de la tension en Amérique centrale, a évoqué l'interruption des pourparlers bilatéraux entre les Etats-Unis et le Nicaragua, négociations pourtant nécessaires étant donné la responsabilité incomptant aux Etats-Unis et le rôle qu'ils jouent dans la région. Le Secrétaire général a précisé que rien n'indique que les négociations pourraient bientôt reprendre.

Ce sont là des développements qui frappent de plein fouet les efforts de paix entrepris dans la région. L'exacerbation de la crise en Amérique centrale, au moment où le Groupe de Contadora déploie des efforts sincères est le résultat de l'in  v  te ouverte des Etats-Unis dans les affaires intérieures du Nicaragua, ingérence qui a commencé le jour où la révolution sandiniste a réussi à mettre fin au régime fantoche de Somoza. Aussitôt que cette révolution populaire a éclaté et que des réformes ont été réalisées dans tous les domaines pour mettre un terme à ce que le Secrétaire général appelle "les structures économiques et sociales injustes", les Etats-Unis ont décidé de mener leur guerre ouverte et secrète contre le régime de gouvernement de ce pays. Ainsi ont-ils provoqué les crises entre le Nicaragua et ses voisins et menacé de recourir à l'usage de la force, ce qu'ils ont fait lorsqu'ils ont min   les ports de ce petit pays pour l'asphyxier économiquement et commercialement. La communauté internationale, dans son ensemble, a condamné cet acte. La force a été également employée quand les Etats-Unis ont recruté des mercenaires, leur ont fourni des armes et des fonds pour perp  trier des agresseurs de grande envergure contre le Nicaragua de l'intérieur de son territoire. Washington a souscrit au mouvement subversif formé par des éléments de la Central Intelligence Agency (CIA), que le Président américain appelle "mouvement de libération nationale". L'humanité tout entière a ridiculisé cette invention de toutes pièces, à laquelle personne n'a cru d'ailleurs.

M. El-Fattal (Rép. arabe syrienne)

Washington a consacré des millions de dollars au titre de "l'assistance humanitaire" mais en réalité pour financer cette guerre subversive contre un peuple paisible, aidant ainsi les mercenaires à détruire l'infrastructure socio-économique de ce pays en développement menacé par l'invasion et l'agression. Ainsi, Washington a imposé la faim à ce peuple et les efforts consacrés au développement auquel aspire la Révolution sandiniste ont été entravés en raison du lourd fardeau supporté par ce pays.

Les Etats-Unis ont incité leurs alliés, et principalement Israël, à fournir armes et munitions aux éléments contre-révolutionnaires, permettant à Israël d'écouler sa production militaire et, par la même occasion, aux éléments subversifs d'utiliser des armes déjà employées contre les enfants, des femmes et des vieillards, au Liban et dans d'autres régions du monde.

Le rôle subversif d'Israël en Amérique centrale est connu de tous. Le président Ortega a déclaré le 8 août 1985 :

(L'orateur poursuit en anglais)

"Il ne faut pas oublier que le Gouvernement israélien s'est associé grandement à l'aide apportée par les Etats-Unis à Somoza. J'ignore dans quelle mesure le peuple israélien a appuyé la politique de son gouvernement, mais le fait est qu'Israël a fourni des armes à Somoza et a continué de le faire même après que les Etats-Unis aient mis un terme à leur aide. Israël n'a pas tiré les leçons de notre victoire révolutionnaire et a continué à appuyer les gouvernements qui servent les intérêts des Etats-Unis en Amérique centrale. À cet égard, il suffit de mentionner la visite d'Ariel Sharon au Honduras, en décembre 1982."

(L'orateur reprend en arabe)

Cette citation est extraite d'une émission diffusée par la radio israélienne le 8 août 1985.

Les Etats-Unis ont élevé les éléments subversifs au rang de révolutionnaires en faisant du terrorisme une valeur économique, politique, sociale et culturelle. La CIA a publié un manuel qui s'intitule "Psychological Operations and Guerilla Warfare". Ce manuel est en fait une encyclopédie qui enseigne comment procéder à un enlèvement, comment perpétrer une agression, ou un attentat contre des personnes ou des institutions et d'autres crimes qui violent les règles du droit

M. El-Fattal (Rép. arabe syrienne)

international et les lois des Etats-Unis eux-mêmes, notamment la décision ex  ecutive 12 333 du 4 décembre 1981. En vérité, les Etats-Unis ont tiré des leçons de leur guerre contre le Viet Nam. C'est ainsi qu'ils ont mis au point un code complet de conduite du terrorisme perpétré contre les Etats, tel qu'il apparaît dans les documents A/39/596 et S/16786 en date du 22 octobre 1986. En même temps, Washington, qui s'est érigé en tuteur pour décider des intérêts des peuples, prêcher les valeurs démocratiques et défendre les libertés et les droits essentiels de l'homme et brandir le drapeau de la suprématie de la loi, a rejeté la juridiction de la Cour internationale de Justice et a refusé de se soumettre à cette institution dès que le Nicaragua s'est adressé à la Cour pour lui soumettre sa cause juste. Les Etats-Unis continuent de nier la compétence de la Cour sous prétexte que la plainte du Nicaragua est de caractère politique alors que toute plainte internationale comporte nécessairement des éléments politiques et juridiques. Ainsi, Washington a porté atteinte à la crédibilité de la plus ancienne Cour internationale de Justice du monde depuis l'avnement du système international moderne. Wahsingon a non seulement refusé de reconnaître le prestige de cette institution à laquelle les pays du monde entier attachent une grande importance pour le règlement de leurs conflits par des moyens pacifiques, mais il a également lancé une campagne pour saper les institutions du système des Nations Unies et ce dans le but d'étouffer la voix des peuples, chaque fois que cette voix s'élève pour condamner les actes commis allant à l'encontre de la Charte de l'ONU et des valeurs éthiques internationales.

La Cour internationale de Justice a réfuté l'opposition des Etats-Unis quant à la procédure judiciaire et a adopté des mesures temporaires contre ce pays; la première, acquise à l'unanimité, dispose que :

"Les Etats-Unis devraient cesser immédiatement d'imposer toutes mesures qui pourraient conduire à des restrictions ou à la fermeture des ports du Nicaragua ou menacer l'accès de ces ports, notamment par la pose de mines."

Une autre décision a été adoptée par 14 voix contre une, celle du juge américain, dans laquelle il est dit :

"Les droits du peuples du Nicaragua devraient être totalement respectés tout comme les droits des autres peuples du monde à la souveraineté et à l'indépendance politique. En tout état de cause, ces droits ne sauraient être

M. El-Fattal (Rép. arabe syrienne)

menacés par une activité militaire ou paramilitaire interdite par les normes du droit international en vertu desquelles les Etats doivent s'abstenir, dans les relations internationales, de recourir ´ la force ou de menacer de recourir ´ la force contre la sécurité, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tous les peuples et de s'immiscer dans les affaires intérieures des Etats."

Ce sont l  s des principes contenus dans la Charte des Nations Unies ainsi que dans la Charte des Etats américains."

Tout porte ´ croire que la situation dans la région de l'Amérique centrale ne cesse de se détériorer et que le danger d'une guerre généralisée existe effectivement. Cette situation est due notamment au fait que les Etats-Unis déclarent hypocritement appuyer l'initiative du Groupe de Contadora alors même qu'ils travaillent secrètement et ouvertement, par une aide financière et des armes, ´ détruire le Nicaragua, et préparent une agression directe contre ce pays indépendant que nous respectons pour les efforts qu'il a déployés dans sa lutte contre le sous-développement et contre l'impérialisme international.

En outre, tous les pays du monde sont solidaires du peuple du Nicaragua, dénoncent et condamnent l'agression menée par une grande puissance, membre permanent du Conseil de sécurité, dans le but d'annihiler la révolution de ce peuple contre le sous-développement et le régime de Somoza ainsi que contre toute forme d'hégémonie. Il s'agit de la révolution d'un Etat qui a opté, dans sa politique extérieure, pour le non-alignement. Le Nicaragua a déclaré ´ maintes reprises et avec détermination sa ferme volonté d'instaurer la paix en Amérique centrale. C'est ainsi qu'il a coop  r  e sincèrement avec les pays du Groupe de Contadora et s'est félicité des efforts du Groupe de Lima qui comprend le Brésil, l'Argentine, le Pérou et l'Uruguay, en vue d'instaurer la coexistence pacifique dans cette région du monde.

M. El-Fattal (Rép. arabe syrienne)

Nous avons tous entendu le discours du président Ortega à l'occasion de la célébration du quarantième anniversaire des Nations Unies, le 21 octobre dernier, dans lequel il affirmait devant l'Assemblée générale que :

"Le Nicaragua respecte les principes de la Charte et nous voulons vivre en paix avec toutes les nations du monde, y compris les Etats-Unis. Rien dans notre programme révolutionnaire n'est incompatible avec des relations normales et amicales avec les Etats-Unis." (A/40/PV.42, p. 13/15)

Le président Ortega a également lancé un appel au Gouvernement des Etats-Unis pour que,

"... en appliquant scrupuleusement les normes de coexistence pacifique entre les Etats consacrées dans la Charte, ils cessent leur politique d'agression contre le Nicaragua..." (Ibid., p. 13/15)

Malgré cet appel sincère, appuyé par différentes preuves, les Etats-Unis ont répondu négativement non seulement par le biais du discours prononcé par le président Reagan lors de la célébration du quarantième anniversaire mais aussi, le 31 octobre dernier, par l'intervention de M. Alfred Eikel, le Secrétaire adjoint à la défense des Etats-Unis, qui a déclaré que le Gouvernement des Etats-Unis pourrait recourir directement à la force à une étape donnée à l'avenir afin de renverser le Gouvernement du Nicaragua.

La République arabe syrienne, en tant que pays membre du Mouvement des pays non alignés, est attachée à la Déclaration de la Conférence des Ministres des affaires étrangères des pays non alignés tenue en septembre dernier à Luanda, qui a affirmé la solidarité avec le Nicaragua et a demandé qu'il soit mis immédiatement fin à toutes les menaces et à tous les actes d'agression américaine contre le Nicaragua et au financement des mercenaires, et que soient levées les sanctions économiques américaines arbitraires contre le Nicaragua, étant donné que ce sont là des actes qui visent à renverser le régime légitime au Nicaragua et qui pourraient accroître le danger de voir éclater une guerre généralisée dans la région.

Nous sommes persuadés que la paix et la sécurité ne pourront être établies aussi longtemps que la présence militaire américaine persistera en Amérique centrale. D'après nous, la crise a empiré à la suite des informations récentes qui indiquent que les Etats-Unis fourniront des armes de l'air perfectionnées à l'un des pays de la région, ce qui pourrait entraîner un déséquilibre dans la région et encourager une agression militaire de grande envergure contre le Nicaragua. Face à

M. El-Fattal (Rép. arabe syrienne)

ces tendances agressives, il incombe à l'Assemblée générale d'apporter son appui aux Etats de Contadora, d'examiner sérieusement la question de la dénucléarisation de l'Amérique centrale, faisant de l'Amérique centrale une zone de paix, totalement exempte d'une présence militaire étrangère, conformément au document révisé de Contadora en date du 7 septembre 1984.

Ma délégation appuie pleinement les propositions contenues dans la lettre datée du 11 novembre, adressée aux Présidents des pays du Groupe de Contadora et du Groupe de soutien par le président Ortega, (A/40/894 et S/17634), et nous souhaitons que ces propositions soient adoptées afin d'accélérer les efforts de Contadora. C'est là un document qui mettra à l'épreuve la volonté politique des Etats-Unis qui, jusqu'à maintenant, n'ont accordé aucune valeur aux documents précédents.

Nous soulignons la nécessité de reprendre les négociations bilatérales entre les Etats-Unis et le Nicaragua car, sans ces négociations, les Etats-Unis ne dévieront pas de leur but agressif. Mais nous sommes persuadés que les peuples du monde entier se rangeront du côté du Gouvernement et du peuple du Nicaragua, convaincus de sa capacité à résister à l'agresseur et à le vaincre, quelle que soit sa force.

M. WALTERS (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Les Etats-Unis souhaitent de toute leur force la paix et la stabilité en Amérique centrale. Ces pays d'Amérique centrale sont nos voisins. L'Amérique centrale est un banc d'essai d'importance critique qui nous dira si l'avenir appartient aux partisans de changements pacifiques et de la démocratie ou à la violence révolutionnaire et au totalitarisme.

Au début de cette année, le peuple d'El Salvador a tenu des élections pour la quatrième fois en trois ans. Il y a juste trois semaines de cela, le Guatemala a voté dans le cadre d'élections libres et justes pour déterminer lequel des 14 partis politiques faisant campagne devra gouverner cette nation. Le processus s'achèvera lors d'un second tour de scrutin le mois prochain. Dimanche prochain, le peuple du Honduras exercera le même droit à l'autodétermination politique. Et, au début de l'an prochain, la plus vieille démocratie de l'Amérique latine, le Costa Rica, démontrera son attachement continu aux idéaux et aux pratiques de la démocratie.

Par contraste, le Nicaragua, le 15 octobre, a suspendu officiellement les libertés civiles les plus fondamentales, y compris la liberté d'expression, la

M. Walters (Etats-Unis)

liberté de la presse, le droit de réunions, le droit au jugement, la liberté de protection contre les emprisonnements arbitraires, le droit d'organiser des syndicats, le droit de grève et l'habeas corpus. Le rétablissement par la suite du droit au jugement et de l'habeas corpus ne modifie pas la portée générale de ces mesures. Prenant la parole devant cette assemblée, puis à Managua le 11 novembre, le président Ortega a voulu rejeter le blâme de cet état d'urgence sur mon gouvernement parce que nous apportons une aide humanitaire à la résistance démocratique nicaraguayenne. Rares sont ceux qui trouvent cette explication convaincante - notamment parmi les 120 000 Nicaraguayens et plus qui ont fui ce régime pour vivre en un lien plus sûr à l'étranger.

Ce parallélisme malencontreux des tendances nous éclaire sur ce qui s'est passé depuis que cette assemblée s'est réunie pour examiner la situation en Amérique centrale. D'un côté, nous voyons un processus continu de transition et de consolidation du gouvernement démocratique en El Salvador, au Honduras et au Guatemala ainsi qu'une fière tradition démocratique au Costa Rica. De l'autre, nous sommes témoins d'un processus continu de transition du gouvernement totalitaire au Nicaragua, qui est en train de se consolider.

Dès le commencement, les Sandinistes ont voulu rompre complètement avec la notion de démocratie occidentale. Ils ont voulu organiser des élections pour séduire les démocraties occidentales, pour paraître reliés ou apparentés au système démocratique dans les pays dont l'appui initial porté à la révolution était en train de faiblir. Pourtant les Sandinistes ont empêché la grande majorité de l'opposition de participer activement à ces élections. On en a vu le présage le 25 août 1981 quand le commandant Humberto Ortega, le ministre de la défense, a dit : "Le marxisme-léninisme est la doctrine scientifique qui guide notre révolution". Le marxisme-léninisme n'envisage pas le partage du pouvoir avec aucun autre groupe.

La source profonde du conflit au Nicaragua est la répression politique de ce régime totalitaire en puissance qui souhaite contaminer ses voisins. Au fur et à mesure que s'est institutionnalisée et accrue la répression sandiniste avec l'aide de conseillers totalitaires, l'opposition populaire sur différents plans a augmenté. Voilà ce qu'est le conflit au Nicaragua. Les Sandinistes ont beau nous parler de "contre-révolutionnaires", ils n'arriveront pas à occulter ce fait.

M. Walters (Etats-Unis)

Et pourtant les espoirs de paix demeurent inébranlables. L'espoir de paix le plus sûr dans des situations de conflit repose dans le dialogue. Dialogue veut dire entretiens entre les gouvernements et les groupes qui s'opposent à eux afin d'établir les conditions qui permettront aux citoyens de déterminer leur forme de gouvernement, à l'abri de toute coercition. Cette méthode peut donner des résultats. Dans l'hémisphère occidental, l'histoire des cinq dernières années démontre que des élections libres constituent le seul moyen grâce auquel ceux qui sont au pouvoir peuvent acquérir l'autorité morale et la légitimité qui leur sont nécessaires pour justifier leur gouvernement. Nous sommes encouragés par le fait que plus de 90 p. 100 de l'Amérique latine vit et prospère maintenant dans le cadre d'un système démocratique de gouvernement.

Cependant, c'est dans une curieuse perspective que le Gouvernement sandiniste du Nicaragua envisage la réconciliation nationale démocratique, comme s'il s'agissait d'une conspiration extérieure tendant à saper la paix dans la région. Comme l'a dit D'Escoto, ministre des relations extérieures du Nicaragua, le mois dernier à la presse, lorsqu'il se trouvait à New York :

"Le sujet de la réconciliation est un nouvel élément d'obstruction introduit par le Gouvernement Reagan..."

Et selon le Vice-Président du Nicaragua, Sergio Ramirez :

"Nous n'aurons jamais de dialogue avec les contre-révolutionnaires, parce que même Contadora ne l'a pas proposé."

Eh bien, nous avons des nouvelles pour le Gouvernement du Nicaragua. La réconciliation nationale par la voie du dialogue et d'élections est un principe fondamental du processus de Contadora, établi dès le début. Elle a été explicitement acceptée par les cinq Etats d'Amérique centrale, y compris par le Nicaragua, dans le Document d'objectifs de septembre 1983. Les trois projets d'accord de Contadora, notamment le projet que le Nicaragua a dit accepter - pour autant qu'aucun changement n'y soit apporté - contient une section intitulée : "Engagements en matière de réconciliation nationale". Ces engagements obligent les Etats en proie à des insurrections à s'entendre sur les mécanismes de dialogue avec les groupes d'opposition. Le projet prévoit également que les engagements contractés par les parties "sont de nature juridique et, partant, obligatoires". Rappelons que le 23 juin 1979, l'Organisation des Etats américains a retiré toute

M. Walters (Etats-Unis)

reconnaissance diplomatique au régime de Somoza pour la conférer aux sandinistes et aux véritables démocrates. Cette reconnaissance diplomatique avait été subordonnée à l'établissement de la démocratie. Les sandinistes avaient accepté cette condition.

Le Gouvernement nicaraguayen ne s'oppose pas à la réconciliation nationale dans d'autres pays. Il y a eu un an le mois dernier, Daniel Ortega a publiquement déclaré :

"Une autre preuve du désir de paix des peuples est le dialogue qui a lieu en El Salvador. Ce dialogue a été proposé il y a plusieurs années par les révolutionnaires salvadoriens et il a été appuyé par le Gouvernement nicaraguayen."

Toutefois, lorsque les sandinistes sont invités à accepter le dialogue dans leur propre pays, il le rejette en tant que conspiration étrangère.

Rappelons que l'opposition civile comme la résistance démocratique ont fait des offres concrètes. Le 22 février dernier, lorsque le Nicaragua a proclamé son intention d'avoir un dialogue national, l'opposition civile a énoncé les conditions aux termes desquelles ce dialogue national pourrait avoir lieu. Ces conditions comprenaient la levée de l'état d'urgence, la liberté d'expression, une amnistie générale et le pardon des délits politiques, le rétablissement des garanties constitutionnelles et le droit d'habeas corpus, la garantie de la sécurité des membres du mouvement de résistance qui participeraient au dialogue et l'application de ces mesures sous la supervision de gouvernements garants. Devant cette proposition concrète, l'enthousiasme des sandinistes pour le dialogue national s'est rapidement évanoui. Ils n'en ont plus reparlé pendant des mois.

Le 1er mars, des représentants de la résistance nicaraguayenne ont proposé que l'Eglise catholique du Nicaragua serve de médiateur dans un dialogue national. Cette proposition envisageait un cessez-le-feu. Bien que la résistance n'ait pu participer aux élections de novembre 1984, dans sa proposition elle acceptait le maintien à la présidence de Daniel Ortega jusqu'au moment où le peuple nicaraguayen serait en mesure de confirmer ou de rejeter son autorité par la voie d'un plébiscite. L'autre élément important de la proposition était de conférer à la Conférence épiscopale nicaraguayenne l'autorité d'établir l'ordre du jour définitif des pourparlers par le biais d'un accord mutuel des parties intéressées.

M. Walters (Etats-Unis)

Le 22 mars, la Conférence épiscopale nicaraguayenne a confirmé l'appui qu'elle avait donné antérieurement à un dialogue national et a déclaré qu'elle était prête à servir de médiateur. Les sandinistes ont immédiatement rejeté cette offre. Aucune contre-offre n'a été faite. Ils ont depuis lors rejeté à maintes reprises le dialogue.

Le 4 avril, mon gouvernement a lui-même pris une initiative en vue de préserver la possibilité du dialogue. Un élément clef de cette initiative était l'offre de s'abstenir de toute assistance militaire à la résistance démocratique si les sandinistes acceptaient l'offre du 1er mars. Au cours de l'été et de l'automne, les Etats-Unis ont en outre essayé d'encourager la réconciliation nationale en communiquant leur volonté de reprendre les pourparlers bilatéraux avec les sandinistes s'ils acceptaient un dialogue interne.

Le 29 octobre, à Washington, l'ambassadeur extraordinaire et envoyé spécial des Etats-Unis en Amérique latine, Harry Shlaudeman, a confirmé à nouveau à l'ambassadeur du Nicaragua aux Etats-Unis, Carlos Tunnermann, que les Etats-Unis reprendraient les pourparlers bilatéraux si les sandinistes acceptaient l'offre faite le 1er mars par la résistance nicaraguayenne. Qu'il soit dit en passant que cette offre, qui a été signée à San José (Costa Rica), n'avait pas pour condition préalable la dissolution de l'Assemblée nationale, comme l'ont prétendu les sandinistes. L'ambassadeur Shlaudeman a indiqué clairement que tout progrès dans le dialogue interne aboutirait à des progrès sur les questions bilatérales. L'ambassadeur Tunnermann a répondu le 31 octobre que l'offre de mars était totalement inacceptable.

On déplore souvent ici le recours à des solutions militaires pour régler les problèmes sociaux, économiques et politiques. L'expérience montre cependant que les Etats-Unis ont régulièrement appuyé la réforme économique et politique en Amérique centrale. Par exemple, leur aide économique à la région s'est élevée en 1985 à 976 millions de dollars, tandis que celle accordée dans le domaine de la sécurité ne s'est élevée qu'à 212 millions de dollars. En d'autres termes, en Amérique centrale, les Etats-Unis dépensent quatre fois plus pour l'aide économique et sociale que pour l'aide militaire.

Le Secrétaire d'Etat Shultz a déclaré :

"Notre stratégie procède d'une analyse qui reconnaît et même souligne l'existence de griefs sociaux, économiques et politiques légitimes dans

M. Walters (Etats-Unis)

beaucoup de parties de la région ... notre conclusion est que nous sommes devant deux tâches liées entre elles : aider à surmonter des problèmes économiques, politiques et sociaux très anciens et aider à contrer une stratégie communiste dont le but est d'aggraver et d'exploiter ces problèmes et de saisir le pouvoir par la force des armes."

Le président Reagan a dit :

"Afin de remédier à des décennies d'injustice et d'indifférence, nous appuierons la démocratie, la réforme et la liberté de l'homme. Pour relever le défi que posent la récession mondiale et, dans le cas d'El Salvador, la campagne impitoyable de sabotage économique menée par les guérillas, nous appuierons le développement économique... Pour répondre au défi militaire de Cuba et du Nicaragua, à leur usage délibéré de la force pour propager la tyrannie, nous appuierons la sécurité des pays menacés de la région... Nous appuierons le dialogue et la négociation aussi bien entre les pays de la région qu'à l'intérieur de chacun de ces pays."

Qu'il me soit permis de préciser la position du président Reagan, alors que les Etats-Unis s'emploient activement à promouvoir le développement économique de l'Amérique centrale par leur aide et leur politique, d'autres forces cherchent à détruire la base économique indispensable au développement et au progrès. Par exemple, le 8 juillet dernier, le International Herald Tribune rapportait que le commandant militaire supérieur des guérillas salvadoriennes, M. Joaquin Villalobos avait :

"défini ce qu'il a appelé la nouvelle stratégie de la guérilla dans une guerre d'usure ... une campagne de sabotages, d'assassinats et d'embuscades, avec à l'appui l'utilisation accrue de mines et de pièges. La stratégie, a dit M. Villalobos, est de saigner l'économie à blanc pour qu'elle s'effondre..."

M. Walters (Etats-Unis)

Il y a un fait essentiellement important dont, souvent, on ne tient pas compte dans le débat sur la politique des Etats-Unis à l'égard du Nicaragua. Les sandinistes ont commencé à intervenir en El Salvador, au Honduras et au Costa Rica un an après avoir saisi le pouvoir en juillet 1979, et ils ont activement poursuivi cette agression depuis lors. En même temps, le Nicaragua essaie de maintenir son image soigneusement entretenue de victime innocente en butte à une agression non provoquée et nie s'être jamais livré à la subversion armée à l'intérieur des pays voisins. Les faits, cependant, montrent que les protestations solennnelles du Nicaragua sont fausses.

Les sandinistes prétendent en même temps que les réactions défensives des Etats-Unis, y compris l'appui à la résistance démocratique, constituent une agression contre le Nicaragua. Cette accusation, bien sûr, est diamétralement opposée aux faits. C'est le Nicaragua, et non les Etats-Unis et leurs amis, qui a commis l'agression menant directement aux réactions dont les sandinistes maintenant se plaignent.

Nous entendons souvent dire que c'est le conflit Est-Ouest qui est responsable de la crise en Amérique centrale. Mais voyons carrément quels sont les faits : ce sont les actions des sandinistes qui sont responsables de cette crise.

Les sandinistes ont appuyé les forces d'insurgés liées à Cuba et à l'Union soviétique. Les sandinistes accueillent aujourd'hui près de 8 000 membres du bloc soviétique et du personnel cubain, y compris près de 3 500 membres du personnel militaire et de sécurité. Les sandinistes, avec l'appui soviétique et cubain, ont constitué les forces militaires les plus puissantes dans la région.

Les soviétiques et leurs alliés envoient des armes au Nicaragua depuis les premiers jours du gouvernement sandiniste. Nous estimons que les envois d'armes du bloc soviétique au gouvernement sandiniste s'élèvent au total à plus de 500 millions de dollars. Ces envois comprennent quelque 340 chars et véhicules blindés, 70 obusiers de grande portée et lance-roquettes et 30 hélicoptères, y compris une demi-douzaine d'hélicoptères d'attaque rapides et puissamment armés. Ces livraisons se poursuivent. Même maintenant, une augmentation des envois d'armes au Gouvernement nicaragayan est apparemment en cours.

Les premiers blindés soviétiques sont arrivés au Nicaragua en 1981, peu après que les effectifs de la milice eurent atteint 200 000 hommes, mais environ un an

M. Walters (Etats-Unis)

avant le développement d'une opposition sandiniste interne importante. Le gros de cette force blindée est constituée de quelque 110 chars moyens T-55 de fabrication soviétique. Aucun des voisins du Nicaragua n'a de chars ayant une puissance de feu égale à celle des T-55. Les sandinistes ont également reçu, rien que l'année dernière, près de 30 chars légers PT-76. L'utilité de ces chars est considérablement accrue du fait qu'ils peuvent franchir les rivières et que leur présence tend à décourager toute dissension interne.

Est-ce un simple hasard que les nouveaux envois d'armes augmentent juste au moment où le gouvernement sandiniste lance sa dernière campagne pour intimider ses citoyens et écraser toute opposition? Point n'est besoin d'être un observateur politique particulièrement avisé pour comprendre que la présence de ces chars tend à décourager toute dissension populaire. Pourquoi donc ces chars sont-ils là? Ils représentent la curieuse contribution faite à l'humanité par les régimes politiques totalitaires du monde.

J'espère que l'Assemblée générale appuiera la poursuite du processus de Contadora en vue du règlement pacifique de la crise régionale. Les efforts de médiation de Contadora offrent, à notre avis, le meilleur espoir de paix en Amérique centrale. Nous continuerons à lui apporter notre plein appui. Comme le président Reagan l'a dit, nous souhaitons "atteindre simultanément tous les objectifs de Contadora avec une vérification effective".

Le processus de Contadora s'est heurté, l'année dernière, à de sérieux obstacles. Pourquoi? Tout d'abord, la violation par le Nicaragua du droit d'asile a créé, au début de cette année, un différend avec le Costa Rica, ce qui a empêché la tenue de certaines réunions. Au mois de juin, juste au moment où la réunion de Contadora commençait, l'insistance mise par le Nicaragua pour apporter un changement radical à l'ordre du jour a fait suspendre les négociations pendant quatre mois. La communauté latino-américaine craignant que cette action mette en péril le processus de Contadora, il a été décidé de créer un groupe de soutien constitué par l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay. Mon gouvernement se félicite de la constitution de ce groupe et estime qu'il a eu et continue d'avoir une influence utile.

Au mois de septembre, répondant à des propositions présentées conjointement par le Costa Rica, le Honduras et El Salvador, les pays participant au processus de

M. Walters (Etats-Unis)

Contadora ont décidé de reprendre leurs négociations dans un effort tendant à parvenir à un accord final. Cependant, moins d'une semaine avant la reprise des pourparlers, le gouvernement sandiniste a suspendu les libertés civiles. Il avait été convenu, en septembre, que les incidents dans la région ne devraient ni servir de condition à la participation aux négociations ni faire l'objet de discussions pendant les pourparlers de Contadora. Les Etats démocratiques d'Amérique centrale, fidèles à leurs engagements, n'ont pas parlé de la suspension des libertés civiles au Nicaragua lors des pourparlers de Contadora. Pourtant, peut-on vraiment prétendre que la suspension des libertés civiles au Nicaragua n'est pas un obstacle à un accord de Contadora? Quand le président Ortega dit, comme il l'a fait le 11 novembre, que le Nicaragua accepte le libellé du projet de traité sur la réconciliation nationale mais rejette le dialogue avec la résistance démocratique, comment pouvons-nous conclure que les sandinistes abordent les négociations avec sérieux?

Les sandinistes ont exigé la cessation de l'insurrection interne au Nicaragua en tant que condition préalable à un accord de Contadora. Ce qu'ils prétendent, c'est qu'ils ne peuvent accepter les obligations découlant d'un tel accord alors qu'ils doivent faire face à une prétendue "agression de l'extérieur". Ils méconnaissent la réalité qui veut que tout traité de Contadora n'aura d'autre conséquence qu'un accord en vue de négocier une réduction des troupes et des armes. Leur exigence est ainsi révélée au grand jour : il s'agit d'un subterfuge masquant le refus des sandinistes de prendre la seule mesure permettant de mettre fin à l'insurrection, c'est-à-dire, bien sûr, de participer au dialogue interne.

Mon gouvernement a expliqué clairement, publiquement et en privé, que nous respecterons tout accord qui serait conclu par les Centre-Américains. Compte tenu de cette position, les exigences des sandinistes, qui veulent qu'un accord avec les Etats-Unis précède un accord de Contadora, ne peuvent être considérées que comme une tentative visant à contrecarrer le processus de Contadora et réduire à néant près de trois ans d'efforts. L'exigence des sandinistes est une tentative visant à présenter la question complexe de la paix en Amérique centrale comme un simple différend avec les Etats-Unis. En réalité, ce qui se passe en Amérique centrale est un conflit entre les sandinistes et leurs voisins aussi bien qu'une situation de répression des Nicaraguayens par les sandinistes eux-mêmes.

M. Walters (Etats-Unis)

Sur une note un peu plus optimiste, mon gouvernement se dit satisfait de ce que, le 12 novembre, à Luxembourg, la Communauté économique européenne et les Etats d'Amérique ont conclu un accord d'assistance économique. Depuis longtemps mon gouvernement se déclare en faveur d'une augmentation de l'assistance économique à la région de l'Amérique centrale. De notre côté, nous fournissons des fonds additionnels aux institutions régionales d'Amérique centrale, telles que la Banque d'Amérique centrale pour l'intégration économique. Je voudrais également faire remarquer qu'en ce qui concerne le Nicaragua, toutes les propositions faites par les Etats-Unis au cours des quatre dernières années contenaient une large composante économique. Tout dernièrement, dans le cadre de l'initiative du Président sur les conflits régionaux, présentée à notre assemblée le 24 octobre, il est envisagé une assistance économique substantielle une fois que des progrès auront été réalisés vers la solution des conflits internes au Nicaragua.

Je voudrais également dire notre satisfaction au sujet du communiqué politique paru au Luxembourg. Ce communiqué, auquel s'est associé le Nicaragua, entérine le processus de Contadora et formule l'espoir de voir les négociations s'achever rapidement et être couronnées de succès. Ce communiqué demande le plein respect des libertés civiles, la réconciliation nationale et le pluralisme démocratique des régimes politiques et sociaux. La résolution que notre assemblée se propose d'adopter ne devrait pas en faire moins. Espérons que cet engagement sera tenu.

Lors de la conclusion de ce débat sur l'Amérique centrale, j'espère que l'Assemblée générale appuiera la poursuite du processus de Contadora. Une fois de plus, nous demeurons fermement convaincus que le processus de Contadora représente à la fois l'instance appropriée et le meilleur espoir de paix en Amérique centrale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Conformément à la résolution 3237 (XXIX) de l'Assemblée générale, adoptée le 20 novembre 1974, je donne maintenant la parole à l'observateur de l'Organisation de libération de la Palestine.

M. TERZI (Organisation de libération de la Palestine) (interprétation de l'anglais) : Il est impérieux, alors que nous célébrons le quarantième anniversaire de cette organisation, que nous rappelions ici quels sont les buts des Nations Unies. Il est très fréquent que nous entendions des déclarations où il est fait mention des paragraphes et articles de la Charte. Mais bien souvent on omet de citer l'Article 1, et, plus souvent encore, le préambule de la Charte est totalement passé sous silence. Voyons un peu par quoi il commence. Le préambule commence par une déclaration qui a jailli du cœur et de la conscience des pères fondateurs, de ceux qui ont payé de leur sang la défaite des Nazis et qui se sont efforcé de faire régner la paix :

"Nous, peuples des Nations Unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre"
etc.; on y trouve notre détermination

"de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande; et à ces fins"
les peuples sont résolus

"à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples."

Nulle part dans la Sainte Ecriture de la Charte sacrée, le maintien de "républiques financières" n'est prévu. Ce qu'il faut sauver, ce sont les peuples, les êtres humains, leur dignité et leur liberté, ainsi que les efforts collectifs pour instaurer de meilleures conditions de vie.

L'Amérique centrale n'est plus l'arrière-cour de la United Fruit Company. L'Amérique centrale est un territoire où des êtres humains existent et vivent avec les aspirations et l'espoir d'améliorer leur sort. Malheureusement, c'est l'existence de personnes, d'êtres humains, que le Gouvernement de Washington D. C. s'obstine à oublier ou à méconnaître. On ne peut ni ne doit permettre aux "macho" de la Maison Blanche de manipuler le modèle de vie et de conduite des peuples d'Amérique centrale, ni d'ailleurs d'aucun autre endroit dans le monde.

Il y a 40 ans, la Charte proclamait, entre autres buts,

"De développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droit des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre d'autres mesures propres à consolider la paix du monde."

M. Terzi (OLP)

Néanmoins, Washington D.C. continue de refuser à certains peuples, notamment au peuple palestinien, leur droit à l'autodétermination. Par sa politique de la canonnière et de mercenaires, Washington D.C. s'est lancé dans une abominable croisade. Aussi l'Organisation a-t-elle le devoir d'agir immédiatement et de prendre des mesures collectives efficaces afin de mettre un terme aux actes d'agression perpétrés par Washington D.C. contre un Etat d'Amérique centrale, membre de cette organisation : le Nicaragua.

C'est le peuple nicaraguayen qui a amené les Sandinistes au pouvoir et leur a confié la défense de ses libertés, ainsi que de son développement économique et social. Naturellement, certains milieux - transnationaux ou autres - ont décidé de s'arroger des pouvoirs supranationaux pour priver le peuple nicaraguayen de son droit inaliénable à l'autodétermination.

L'Article 2 de la Charte stipule :

"Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un Etat."

Mais les activités financières ouvertes et les millions de dollars des Etats-Unis ne constituent-ils pas une ingérence et une intervention dans les relations entre les deux nations, le Nicaragua et les Etats-Unis d'Amérique?

Respectueux de son attachement à la Charte, notamment au Chapitre VI, le Nicaragua a saisi les Nations Unies, le Conseil de sécurité, ainsi que la Cour internationale de Justice, de son différend avec les Etats-Unis.

Ce matin, le Ministre adjoint des affaires étrangères du Nicaragua nous a renseignés sur toutes les méthodes de règlement pacifique du différend avec les Etats-Unis. Elle a exprimé le désir sincère de participer à la recherche d'une solution rapide des problèmes qui affectent les peuples d'Amérique centrale et représentent une menace pour la paix du monde. D'autre part, nous savons que les Etats-Unis veulent à tout prix - comme nous venons de l'entendre - imposer leur propre conception, leur propre modèle de démocratie occidentale, sans que soit prise en considération la libre volonté des peuples les plus directement intéressés, en l'occurrence le peuple nicaraguayen.

L'autre jour, le Secrétaire américain à la défense - je dis bien à la défense - Fred C. Ikle, a dit ouvert :

M. Terzi (OLP)

"Si l'on n'aide pas dès maintenant les forces démocratiques, un gouvernement futur devra peut-être recourir à la force directe."

Mais depuis quand le pouvoir divin a-t-il confié au gouvernement de Washington la tâche de défendre la démocratie occidentale? Il semble ait que, dans le gouvernement de Washington D.C., ce soit le Ministère de la défense - pardon le Ministère de la guerre - qui décide de ce qu'est la démocratie et de ce que sont les forces démocratiques. Ce fait en soi est révélateur.

Les Contras, comme leurs semblables, les Judéo-Nazis de la Palestine occupée, sont totalement tributaires de l'appui matériel des autorités de Washington D.C. En plus d'un soutien moral et diplomatique, les Contras reçoivent des avions, des hélicoptères et des véhicules lourds pour leur insurrection et leurs activités antinicaraguayennes. Si Washington D.C. entendait vraiment contribuer au développement et améliorer le niveau de vie du peuple nicaraguayen n'aurait-il pas pu offrir des tracteurs ou faire profiter de ses connaissances spécialisées? Il aurait pu lever l'embargo économique pour aider l'économie au lieu de chercher à étrangler le pays par un blocus.

Des centaines de milliers de Nicaraguayens sont victimes de l'intervention directe et dissimulée de la part des Etats-Unis. Les morts, les blessés, les sans-abri lancent un appel à cette assemblée pour qu'elle mette fin à leurs souffrances et les aide à vivre en paix dans leur propre pays.

Le ton général et les espérances formulées au cours de ces délibérations reflètent le soutien dont jouissent les efforts et les bons offices du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui.

Le Nicaragua, comme nous l'avons appris ce matin, se félicite des efforts considérables déployés par le Groupe de Contadora dans la tâche noble et importante qui lui a été confiée. Sa représentante a dit, et je cite :

"Cette initiative de paix latino-américaine sans précédent a bénéficié de l'appui enthousiaste de la communauté internationale". (A/40/PV.88, p. 8)

La question qui se pose est celle de savoir si Washington répondra à cette initiative en termes concrets ou s'il continuera à ne l'appuyer qu'en théorie et d'une façon hypocrite tout en poursuivant ses actes de subversion et d'intervention, ainsi que son attitude de mépris?

Une solution politique est possible grâce au dialogue et à la négociation entre les parties directement intéressées sans baïonnette ni canonnier étrangère.

M. Terzi (OLP)

C'est la volonté du peuple nicaraguayen que le monde doit reconnaître et respecter et le peuple nicaraguayen veut vivre et prospérer dans la paix et la tranquillité. Après des années de privation, d'exploitation et de déni des droits socio-économiques et des droits de l'homme, les peuples d'Amérique centrale méritent notre attention, et des mesures efficaces doivent être prises par l'Organisation et ses membres.

Les Nicaraguayens entrevoient l'espoir de devenir des êtres humains libres et c'est aux Sandinistes qu'ils ont décidé de faire confiance. Aussi donnons-leur une chance. La tâche qui a été confiée aux Sandinistes n'est pas facile; nous admirons leur courage.

La séance est levée à 19 heures.